

**REPORTAGE
À CHOLET AVEC
LES NAUFRAGÉS
DE MICHELIN**

**ASSASSINAT
DE SAMUEL PATY
RÈGLEMENTS DE
COMPTES AU TRIBUNAL**

**PROCÈS
DE MAZAN
GISÈLE,
OBJET SEXUEL**

**MARIN KARMITZ
« LA CRÉATION,
C'EST PAS DES BONS
SENTIMENTS »**



HORS-SÉRIE EN VENTE

CHARLIE HEBDO

MERCOSUR

20 NOVEMBRE 2024 / N° 1687 / 3,50 €

LES FRANÇAIS SONT POUR



ÉLEVÉ EN
PLEIN AIR
EN
AMAZONIE

ON VEUT
BOUFFER DU
GIGOT D'INDIEN TOUS
LES DIMANCHES

Vuillemin



N°1687 FRANCE MÉTRO : 3,50 € - BEL : 4,10 € - LUX : 4,20 € - CH : 5,90 CHF - D : 4,80 € - ESP/IT/PORT-CONT : 4 € - DOM/A : 4,80 € - GRI/A : 5,50 € - CAL/A : 8,50 XPF - TAH/A : 7,50 XPF - CAN/A : 6,99 \$ CAD

LE CRÉTINSIER DE LA SEMAINE

DERNIER POILU

JEAN-FRANÇOIS COPÉ, maire du monument aux morts de Meaux : « *On n'a pas besoin d'un jour férié pour commémorer le 11 Novembre, ou alors ça voudrait dire qu'on a 65 millions de Français au pied des monuments aux morts* » (France Inter, 11/11). Salauds de Français ! Feignants, et même pas patriotes.

ASSISTANAT

LE FILS AÎNÉ DE TRUMP, à Volodymyr Zelensky : « *Tu es à 38 jours de perdre ton argent de poche* » (JDD, 11/11). Il sait de quoi il parle, le fils à papa.

GLADIATOR III

CLAUDE LELOUCH, le Kubrick français : « *On est fidèle tant qu'on n'a pas trouvé mieux. C'est vrai que ce soit pour une voiture, une femme, un frigo...* » (CNews, 13/11). À propos de frigo, il serait peut-être temps de le mettre au frais, papy...

FORCES DE L'AXE

VIKTOR ORBÁN apporte son soutien à Marine Le Pen, dans la tourmente judiciaire : « *Marine, n'oubliez pas que nous sommes avec vous dans cette bataille ! Et n'oubliez pas : le harcèlement de la justice a été une étape cruciale dans la victoire du président Trump* » (X, 14/11). Doucement avec les comparaisons : elle n'a tout de même pas attrapé l'Europe par la chatte.



TRUMP PAS CONVAINCU PAR LES ÉOLIENNES

TROP GRANDES.

TROP MAIGRES.

LPO

DONALD TRUMP, eco-warrior : « *Ces pauvres idiots parlaient du réchauffement climatique, mais ça n'a pas marché. Alors ils appellent ça le changement climatique. [...] On dépense des fortunes pour des trucs stupides ! L'éolien ne marche pas. Il coûte très cher, il tue les oiseaux* » (X, 11/11). C'est toujours ça de moins que mangeront les migrants haïtiens, Donald.

VICTORIA'S SECRET

UN PROCHE DE FRANÇOIS HOLLANDE, à propos de Marine Tondelier : « *Elle a une veste verte mais ses sous-vêtements sont rouges* » (Libération, 11/11). Ah ! Claude Lelouch a encore au moins un spectateur...

KÄRCHER SCOLAIRE

NICOLAS SARKOZY, à propos du statut des professeurs des écoles : « *C'est 24 heures par semaine, six mois dans*

l'année. Entre les vacances et les week-ends... » (HuffPost, 14/11). Vous voulez que je vous débarrasse de cette racaille ?

EXPENDABLES 25

SYLVESTER STALLONE nous présente Donald Trump : « *Nous sommes en présence d'un personnage vraiment mythique. J'adore la mythologie. Cet individu n'existe pas sur cette planète. Personne au monde n'aurait pu faire ce qu'il a fait. Devinez quoi ? Nous avons le deuxième George Washington* »

LA PETITE VADROUILLE

CLAUDE LELOUCH, le Kurosawa normand : « *Les femmes mariées devraient remercier les maîtresses. Très souvent, quand on va ailleurs, on est content de rentrer à la maison* » (CNews, 13/11). C'est un peu comme quand on va voir ses films... On est content de sortir de la salle.

LIBÉREZ MA CAMARADE !

GÉRALD DARMANIN, le Tocqueville de Tourcoing : « *Il serait profondément choquant que Marine Le Pen soit jugée inéligible et, ainsi, ne puisse pas se présenter devant le suffrage des Français* » (X, 13/11). Je préfère le péril brun aux juges rouges.

Édito

Justice aveugle ou justice borgne ?



Faudra-t-il rendre inéligible Marine Le Pen si elle devait être condamnée dans l'affaire des assistants parlementaires européens du FN ? Certains disent oui car, selon la loi, une condamnation entraîne automatiquement cette sanction. D'autres affirment que non, car cela lui interdirait de participer à l'élection présidentielle de 2027 et constituerait un déni de démocratie. Le droit, l'équité et la démocratie, une alchimie jamais simple à trouver. Les juristes partisans de Marine Le Pen martèlent qu'une alternative existe, qui lui permettrait de contourner l'impitoyable sanction. Finalement, le droit, on en fait ce qu'on veut. À la fac, un prof nous avait expliqué ça, à peu près dans ces termes : « Ici, on vous apprend à élaborer des raisonnements juridiques pour prendre la bonne décision, alors qu'en fait les juges savent déjà ce qu'ils veulent, et ensuite ils mettent en œuvre toute leur science juridique pour construire des théories qui valident leur point de vue personnel. » Le droit, c'est souvent un choix, rarement une science exacte. Début 2025, le tribunal rendra sa décision, et on découvrira le raisonnement qu'il aura élaboré pour condamner, ou pas, à l'inéligibilité la patronne du RN. Rappelons au passage que Marine Le Pen s'est déjà présentée à trois reprises à l'élection présidentielle, et qu'elle a été battue à chaque fois. À ces trois élections, le peuple a déjà eu la possibilité de lui donner sa confiance et, par trois fois, il la lui a refusée. Si elle était condamnée à l'inéligibilité, on ne pourrait donc pas faire aux juges un procès en déni démocratique et les accuser d'aller à l'encontre de la volonté des Français, puisqu'ils ont déjà tranché cette question en 2012, en 2017 et en 2022. Quant à son programme politique, elle n'a pas de souci à se faire, il sera très bien défendu en son absence par son poulain, Jordan Bardella, déjà dans les starting-blocks.

Le droit, on en fait ce qu'on veut

Les affaires judiciaires dans lesquelles nous plonge l'actualité nous mettent souvent dans l'embarras. Quand on prend le temps d'examiner les tenants et les aboutissants d'un procès, on s'enlise vite dans sa complexité, et on s'aperçoit que juger n'est pas aisé. Dans la réalité, les criminels sont plus difficiles à comprendre que ceux qu'affrontent Hercule Poirot et Sherlock Holmes. Au procès des complices de l'assassin de Samuel Paty, on découvre des profils d'individus très différents, qui ont pourtant tous joué un rôle dans ce crime. Dans le procès Pelicot, on a vu défiler une galerie de personnages ayant tous participé aux viols, qui seront probablement condamnés, mais qui n'ont pas la même dangerosité ni le même degré d'implication. Dans le procès de Pierre Palmade, qui s'ouvre le 20 novembre, les addictions et les angoisses intimes de l'humoriste seront débattues pour tenter de faire comprendre, à défaut d'excuser, sa responsabilité dans le tragique accident. On aimerait que le monde soit bien rangé, les couteaux à droite, les fourchettes à gauche, le bien d'un côté et le mal de l'autre, mais ça ne marche jamais comme ça. Au mieux parvient-on à dire qui est la victime et qui est le coupable, car rien n'est plus insupportable que de les renvoyer dos à dos, au nom d'un égalitarisme qui n'a pas sa place dans un tribunal. Ce qui est déjà beaucoup.

La seule variable d'un procès sera la sévérité de la peine, qui devra tenir compte de la personnalité de l'individu. Pour un même crime, un accusé n'aura pas le même nombre d'années de prison qu'un autre. C'est peut-être là le seul espoir de Marine Le Pen : l'individualisation de la peine. En tenant compte de sa personnalité, de son enfance difficile aux côtés d'un père aimant mais lourdingue avec ses blagues de chambrée, et d'une mère dont les Français ont pu admirer les fesses dans *Playboy*, de sa chambre de petite fille réduite en poussière par un attentat qui souffla l'appartement familial et de bien d'autres blessures secrètes, Marine Le Pen bénéficiera peut-être d'une décision juste et humaine. Comme, avant elle, les 78 300 personnes actuellement incarcérées en France, qui ont probablement été déclarées inéligibles et n'en font pas tout un plat. ●

ON A REÇU ÇA

Hommage en ville

Voilà ce dont j'ai été témoin le 13 novembre au soir, entre 18 h 30 et 19 h 30, devant le Bataclan, où j'étais allé me recueillir en mémoire des victimes. À mon arrivée sur place, il y avait une dizaine de personnes et notamment une dame qui parlait (fort) dans un micro. J'étais un peu surpris et dérangé, car ce n'était pas en phase avec le silence propice au recueillement, mais soit... Elle retraçait la chronologie de l'attentat. Autour d'elle, plusieurs personnes qui semblent constituer son auditoire, une ou deux personnes portent des gilets jaunes, ça filme avec des téléphones, je remarque aussi un jeune, habillé style skinhead, qui semble faire le gros bras [...] : il est dos au groupe, comme pour faire barrage, il ne bouge pas et se tient dans une posture intimidante. À la fin de son discours, la dame passe la parole à un de ses copains.

Un jeune homme, élégant, petit foulard autour du cou, portant une canne, style prof de philo, nous sort un long gloubi-boulga sur la CIA, la DGSE. Les services secrets font des complots, donc le complotisme, ce n'est pas un problème en soi puisque les États le font aussi... Puis les différentes religions qu'il a embrassées : bouddhisme, islam, judaïsme, tout y passe... Je l'entends aussi parler de crypto-néonazis, de l'assassinat d'Henri IV, bref, ça part en sucette... C'est un peu énervant car les quelques personnes venues se recueillir devant le Bataclan écoutent bêtement ces âneries. En fait, il est totalement impossible de se recueillir dans le calme. Une dame, manifestement proche d'une victime, arrive sur place et allume une bougie, je la vois pleurer un peu... Mais elle semble dérangée par le bruit et ne reste pas longtemps. Le jeune passe la parole à un monsieur plus âgé, qui tient un discours très agressif, il part dans tous les sens, Irak, Afghanistan, tous ces attentats, c'est du business, il répète plusieurs fois que des gens ont été payés 200 000 euros (j'essaie de ne pas trop écouter). Il gueule

tellement dans son micro que j'en ai marre, j'appelle le 17. Deux véhicules de la police nationale arrivent très rapidement, une dizaine de policiers entourent les beaux parleurs et prennent contact avec eux. Je me signale à eux, ils prennent mon identité, me demandent ce que j'ai entendu. Ils restent dix minutes sur place, puis ils remontent dans leurs véhicules et quittent les lieux. Visiblement, aucun trouble à l'ordre public... Ou peur de déclencher une échauffourée devant ce lieu sensible ? Ils laissent nos grands intellectuels continuer de débâter leur bouillie... Et ça repart de plus belle. La dame du début reprend le micro : le massacre en Palestine, faut pas aller au match de foot demain, et sachez que, lors de l'attentat de Nice, au moins 15 corps ont été totalement dépouillés de leurs organes... Je quitte les lieux, dégoûté de voir ce moment de recueillement préempté par des fous dangereux, déçu de voir le maigre public à moitié hypnotisé par ces tarés, et la police qui laisse faire... C'était génial, la soirée du 13/11 devant le Bataclan, vivement l'année prochaine... David W.

EN LIBRAIRIE

CHARLIE ANNUEL LA FRANCE QUI VIBRE

L'essentiel de l'année vu par l'équipe de *Charlie Hebdo*, en dessins et en articles !
(Éd. Les Échappés, 192 pages, 25 euros.)



Charlie Reporter



À CHOLET, avec les naufragés de l'usine Michelin



L'histoire de la désindustrialisation se répète : à Cholet, dans le Maine-et-Loire, les 955 salariés de Michelin ont appris leur licenciement à la suite de la décision de fermer l'usine. Et ce malgré les milliards de bénéfices engrangés par l'entreprise qui, depuis la mort d'Édouard Michelin, en 2006, n'a plus jamais été la même.

La scène est d'un autre temps. On croit l'avoir déjà vue 10 fois, 20 fois, 100 fois. À l'arrière-plan, une usine de tôle, une cheminée qui déploie vers le ciel ses rayures rouges et blanches, et devant, des visages fatigués, polaires et bonnets, gilets de syndiqués, emportés à leur tour par un siècle de colère ouvrière. Ils ont mis le feu à un gros tas de pneus et tuent le temps en regardant, assis dans un vieux canapé, le fruit de leur travail s'embraser dans une haute colonne de fumée noire. On allume la musique, du punk. « Nous avons la rage, nous avons la rage », hurlent les enceintes. L'histoire se répète. Des entreprises ferment, des villes sont meurtries par la désindustrialisation, des milliers de personnes se retrouvent sans emploi. « Je travaillais à Michelin à La Roche-sur-Yon [Vendée, ndlr], le site a mis la clé sous la porte. Je retrouve du travail sur le site de Cholet et, quatre ans plus tard, bam ! rebelote, chômage. Je crois que je suis maudit. Où que j'aille, je ne serai jamais serein. Il n'y a plus d'avenir pour les ouvriers de ce pays », lâche un homme aux joues rouges par le froid. Il éternue. S'excuse pour l'odeur de pneu fondu. « Maintenant, on pollue. Entreprise verte, qu'ils disaient. » Une semaine plus tôt, dimanche 3 novembre. Il est midi. La plupart des 955 employés de l'usine Michelin de Cholet sont à table, certains devant la télévision allumée. Ils écoutent d'une oreille le secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel, invité de l'émission *Dimanche en politique*, de Francis Letellier, sur France 3. Soudain, on évoque les usines Michelin. L'homme politique affirme que l'annonce de la fermeture de plusieurs sites pourrait tomber « dans les prochains jours ». Philippe, 56 ans, s'empare de son téléphone et compose le numéro de plusieurs collègues. « Ils vont réduire la voilure ? Non, fermer complètement ? Mais non, ils ne peuvent pas faire ça.

Tu crois qu'ils en sont capables ? » « J'ai pris un énorme coup derrière la tête, lâche l'ouvrier. Je ne pensais pas qu'ils pouvaient mettre plus de 900 personnes dehors. Et pourtant... » Il n'en revient pas. Il a rejoint le site seize ans auparavant, en tant que cuiseur. Concrètement, il s'agit de faire cuire la gomme pour la solidifier. Un travail difficile, dans la fournaise. « Dimanche, ma famille m'a appelé pour avoir des nouvelles, je ne savais pas quoi leur répondre, je me sentais con. C'est lamentable de traiter les gens comme ça. Parfois, j'ai l'impression qu'on nous prend pour des sous-merdes. Les derniers maillons de la chaîne », soupire-t-il. Il a trimé en « 2-2-2 » pendant des années. Des rotations où l'on travaille deux jours le matin, deux jours l'après-midi et deux jours de nuit. Les horaires pour manger ou dormir ne sont jamais les mêmes. Et, surtout, cela implique un seul week-end toutes les six semaines. « Et encore, on finit le samedi à 5 heures du matin et on reprend le lundi à 5 heures. On manque toutes les fêtes de famille, tous les événements importants. J'ai sacrifié ma vie de famille pour cette usine. Et, maintenant, on me jette comme un vieux mouchoir. » Deux jours plus tard, les salariés sont convoqués à 9 heures du matin dans un grand hangar, à côté de l'usine. « On a été parquées comme des bêtes, debout, dans le froid », précise Philippe. Le directeur et la DRH prennent la parole. Ils lisent un

communiqué d'une seule petite page imprimée, disposée sur un pupitre. Le site ferme, faute de rentabilité suffisante. Pour les conditions de départ, se référer à la feuille qui sera distribuée à l'issue de la réunion. Certains sifflent, d'autres fondent en larmes. L'annonce n'a duré qu'un quart d'heure à peine. Les ouvriers apprendront plus tard que les responsables nationaux de Michelin sont venus dans la région pour tenir un point presse, mais ne se sont même pas rendus directement sur le site pour s'adresser aux premiers concernés. « Ils ont menti comme des arracheurs de dents, lâche Yannick, délégué CGT. Au dernier CSE [comité social et économique, ndlr], ils évoquaient encore les objectifs pour 2025. Ils nous ont fait miroiter une suite tout en sachant très bien qu'elle n'aurait pas lieu. Mais on n'était pas dupes. » Lorsqu'il a appris la nouvelle, il a pensé à ses deux épaules, qu'il a dû faire opérer, aux trois ans d'arrêt maladie, à son corps usé. « Pendant vingt-cinq ans, j'ai tout donné pour cette entreprise, j'y ai laissé ma santé. » Sur la feuille qu'il sort chiffonnée de sa poche, la promesse d'un reclassement sur un autre site du groupe, ou une indemnité de 35 000 euros plus 500 euros par année d'ancienneté. « Cela ne compensera pas la perte du fruit de toute une vie de travail. La mobilité concerne au maximum 95 salariés, et peu d'ouvriers. Sans parler de déménager vers un site qui risque à son tour de fermer ! »



CAR CE N'EST PAS LA PREMIÈRE FOIS QUE MICHELIN SUPPRIME une usine. Des plans de licenciement avaient été mis en place, en 2007 à Toul (Meurthe-et-Moselle), puis en 2020 à La Roche-sur-Yon, et en 2022 à Poitiers (Vienne). Avec celle de Cholet, l'usine de Vannes va également fermer ses portes, pour un total de plus de 1 200 ouvriers licenciés d'ici à 2026. Le responsable du site a expliqué que produire des pneus en France coûte trop cher, notamment à cause du prix de l'énergie. Impossible, dit-il, de rester compétitif face à la concurrence étrangère, principalement asiatique. Ou face à l'autre usine de Michelin, en Pologne. Pourtant, la société a réalisé pas moins de... 2 milliards d'euros de bénéfice net en 2023. « Autrement dit ce n'est pas qu'on n'est pas rentables. C'est qu'on n'est pas "assez rentables", s'emporte Yannick. Depuis trois ans, les responsables ont forcé la baisse de production. Ils ont demandé aux commerciaux de ne plus faire appel à l'usine de Cholet. En trois ans, on est passés de 4,2 millions de pneus produits annuellement à 2,5 millions, alors qu'on avait la capacité de faire beaucoup plus. Par ailleurs, ils n'ont procédé à aucun investissement ces dernières années, pour moderniser l'entreprise, diversifier la production ou restructurer nos façons de faire. On a des machines qui ont 20 ans, 30 ans. Ils ont laissé l'usine décliner, jusqu'à devenir trop ancienne et pas assez "rentable", comme ils disent. »

À CHOLET, avec les naufragés de l'usine Michelin

► L'histoire du Bibendum à Cholet est celle d'un espoir de réindustrialisation. Depuis trois siècles, la région est spécialisée dans l'industrie textile, le tissage, et notamment la production de chaussures. Aujourd'hui, le train qui rejoint la ville passe toujours devant les grands ateliers de brique et leurs cheminées, désormais reconvertis en musée. Mais dans les années 1960, en pleine Trente Glorieuses, l'économie du textile décline, face, déjà, à la concurrence étrangère. Les ateliers de tissage disparaissent les uns après les autres. Le maire de l'époque, Maurice Ligot, tente d'attirer de nouvelles entreprises afin de développer d'autres industries. À ce moment-là, Michelin cherchait

« Pendant vingt-cinq ans, j'ai tout donné pour cette entreprise, j'y ai laissé ma santé »

déjà à s'établir dans le Maine-et-Loire, à Saumur ou à Angers. Maurice Ligot acquiert alors 33 ha à l'est de la ville et tente de séduire un certain M. Mornacco, représentant de la firme de pneus. Mais Mai 68 arrive, et le projet est abandonné. Maurice Ligot s'accroche et continue d'acheter des terrains. Finalement, Michelin change d'avis, et le premier pneu est produit en septembre 1970. « C'est un souvenir de grande réussite pour la ville, raconte Gilles Bourdouleix, le maire actuel. Michelin incarne la réindustrialisation de Cholet, avec de nombreux emplois créés et surtout l'arrivée d'une population maghrébine, turque et asiatique. Il a fallu construire des centaines de maisons pour les accueillir. C'est une histoire d'intégration parfaitement réussie, et de dynamisme pour Cholet. La ville est grandement attachée à cette histoire. » « Michelin, c'est Michelin. Ce n'est pas de la merde. Ce n'est pas Gifi, si vous voulez, se gonfle d'orgueil Olivier, un ouvrier de 56 ans. On est fiers d'y travailler, fiers de participer à la réussite d'une entreprise française dans le monde entier. Mais ces derniers temps, la qualité a diminué. Les savoir-faire se sont perdus. C'est toute l'entreprise qui a changé. »

Le 26 mai 2006, Édouard Michelin, héritier de la société créée en 1889, trouve la mort, à 42 ans, dans un naufrage au large de l'île de Sein. Séisme dans le milieu entrepreneurial français. Des financiers entrent au capital de l'entreprise de tradition familiale. À en croire les ouvriers, Michelin n'a jamais

plus été le même. « C'est simple, jusqu'ici, on appelait nos supérieurs "chefs de service". Ils ont décidé que désormais ils seraient "managers". À partir de ce moment, c'est parti en cacahouète, résume Olivier. On avait l'habitude d'une entreprise "à la papa". On était dirigés par des anciens ouvriers qui avaient été promus. Ils avaient de la bouteille, on ne pouvait pas les enrhummer. On se tenait à carreau, mais ça roulait. On était plus productifs. Quand il y avait un problème avec une machine, ça ne durait qu'une heure. Aujourd'hui, ça en prend huit, parce qu'on a comme chefs des cols blancs sortis des grandes écoles qui n'ont aucune idée de comment fonctionne le métier. Ils ont leur logiciel, leurs attentes de résultats, et si un problème ne nous permet pas de remplir leurs objectifs, on nous accuse de ne rien foutre. On passe plus de temps en réunion qu'à produire. Au final, c'est notre savoir-faire qui s'est perdu. » Yannick renchérit : « Si l'un de nous n'était pas en forme, on partageait nos résultats, on était solidaires. Aujourd'hui, avec la numérisation, ce n'est plus possible. L'ambiance n'est plus du tout la même. »

En vingt ans, toute une culture d'entreprise a disparu. Fini les générations successives d'ouvriers Michelin. Ahmed, 45 ans, raconte par exemple y avoir entraîné son fils en stage pour lui montrer « la réalité du métier ». « Je lui ai dit : "Voilà où tu vas finir si tu ne travailles pas à l'école." » Résultat, l'adolescent est désormais en BTS. « Je ne voulais pas que mes enfants deviennent ouvriers. L'usine, ça casse les gens », soupire-t-il. Ahmed a commencé à travailler à Michelin à 18 ans. À l'époque, il était jeune, adaptable, ne souffrait pas des horaires décalés. Puis il s'est marié, a eu six enfants, et a été usé petit à petit. « On est tous insomniaques, on prend du poids à mort, on est drogués au café et au Red Bull, on s'est tous fait opérer des épaules ou des mains. Que tu travailles à Michelin ou à Pasquier, c'est pareil, c'est la chaîne. Autrefois, on travaillait à Michelin de père en fils. Il n'y a plus de tradition. Aujourd'hui, c'est devenu juste un travail. Juste de la douleur. » Un de ses collègues acquiesce : « Au début, c'est intéressant, mais plus le temps passe, plus on s'ennuie. Je ne suis pas amoureux de Michelin. Ça reste une boîte comme une autre. »

LA SCÈNE EST D'UN AUTRE TEMPS, ET POURTANT, RIEN N'EST PLUS PAREIL.

Marine et Maeva, deux trentenaires, se prennent en selfie devant le brasier. Elles sont toutes les deux « vérificatrices qualité ». L'une a été recrutée à Saumur pendant les « caravanes de l'emploi », quand Michelin déployait des équipes mobiles dans toute la France pour tenter de trouver de nouveaux ouvriers. Car il y a longtemps que Cholet ne compte pas uniquement sur Michelin pour faire vivre son bassin d'emploi. La fermeture de l'usine, contrairement à nombre d'histoires de licenciements qui ont plongé dans la misère des villes entières, sera peut-être compensée par le dynamisme de Cholet, qui affiche un taux de chômage de 5,1 %, contre 7,3 % au niveau national. Des articles de la presse nationale saluent les perspectives de carrière pour les jeunes, qui ont l'embarras du choix de la profession à embrasser. C'est une de ces agglomérations moyennes qui s'en sortent très bien. « Ici, beaucoup d'entreprises cherchent de la main-d'œuvre, explique Marine. Certains ouvriers de Michelin ont été appelés pour voir si leur CV correspondait aux offres. On va mettre en place un forum des métiers pour les licenciés. Je ne suis pas inquiète. Mais il n'est pas dit qu'ils retrouveront un emploi avec le même salaire. Michelin protégeait bien ses ouvriers. Et 800 euros de moins par mois, quand on a un prêt, ça pique. » Maeva approuve : « Je suis partie de McDonald's pour Michelin en espérant y faire carrière. Je savais qu'on pouvait y progresser. Mais les formations qu'on effectue au sein du groupe ne sont pas certifiantes ailleurs. Autrement dit elles n'ont pas d'équivalences. Si je suis embauchée dans une autre entreprise, je devrais recommencer à zéro. Tous ces gens qui ont gravi les échelons,



qui ont vu leur salaire devenir correct au fil des années, perdent tout, simplement parce qu'ils n'ont pas les diplômes. »

Encore faut-il retrouver un emploi quand on approche de la retraite. Même inquiétude pour Olivier. Il a rejoint Michelin en tant qu'intérimaire il y a vingt-sept ans. À l'époque, il travaillait chez Heuliez, une entreprise voisine, après avoir un temps bossé en Afrique. Il s'ennuie dans son emploi, voit une annonce dans le journal, se dit que ça lui irait bien, de travailler chez Michelin. Deux mois après, il est embauché. Il passe de cariste à conducteur polyvalent. Son salaire progresse, jusqu'à atteindre, aujourd'hui, plus de 35 000 euros par an. « C'est un bon salaire, avec 350 euros de prime d'ancienneté. » Sans parler du CE, des 15 % de réduction dans tous les grands magasins de la région, des sorties au Puy du Fou, au zoo, et même des voyages à l'île Maurice. « Cette entreprise, j'y ai passé ma vie. J'ai 56 ans, comment retrouver un emploi similaire avec les mêmes conditions de travail ? Je n'ai pas envie de recommencer à zéro, de faire des salamales, à mon âge, pour être embauché au smic », lâche-t-il. Même les banques paniquent. Marine raconte que, depuis l'annonce publique de la fermeture du site, son conseiller, qui d'habitude ne la contacte jamais, n'a cessé de l'appeler. Elle n'a pas décroché. Depuis une semaine, Maeva elle aussi se voit harcelée par sa banque, qui lui demande comment elle « compte faire avec son prêt immobilier »...

C'est une scène hors du temps. Les enjeux ne sont pas exactement les mêmes, ils varient selon les lieux et les époques, mais toujours se pose la même question : combien vaut toute une vie usée au travail ? ●



Écraser un piquet de grève du pied gauche, est-ce que ça porte bonheur ou ça porte malheur ?



PENDANT CE TEMPS, À LOURDES...



C'est pourtant pas compliqué

MATHS ET DÉMOCRATIE

De l'utilisation politique des chiffres



ANTONIO FISCHETTI

La démocratie, c'est de la politique. Mais aussi une affaire de maths. Il faut au moins savoir faire une opération : si x est le nombre d'électeurs, et y le nombre de voix pour Trucmuche, y divisé par x multiplié par 100 donne le pourcentage de partisans de ce dernier. Cela paraît simple. Mais il n'y a pas de démocratie sans un minimum de maîtrise des maths. C'est ce que montrent l'historien Paulin Ismard et le professeur d'histoire de la philosophie ancienne Arnaud Macé, dans leur livre *La Cité et le Nombre. Clithène d'Athènes, l'arithmétique et l'avènement de la démocratie* (éd. Les Belles Lettres).

On sait que la démocratie est née en Grèce, aux environs du VI^e siècle avant notre ère. Et en maths, il y a aussi de prestigieuses références grecques : Pythagore, Thalès, cela vous rappelle forcément des souvenirs (même si ce ne sont pas des bons). Ce n'est pas un hasard si la démocratie a vu le jour dans le pays qui a le plus valorisé les calculs. Paulin Ismard précise que « la démocratie est basée sur l'idée qu'il faut savoir faire un minimum de répartitions, pour donner à chacun des parts égales, ou former des groupes en fonction de telle ou telle tâche ».

Et cela va encore plus loin. Exemple concret : la réforme de Clithène d'Athènes. Ce personnage politique grec met en place, vers 507 avant notre ère, une série de réformes basées sur de l'arithmétique. Ainsi, il divise la région d'Athènes en trois zones : le cœur de la cité, la petite couronne, et la banlieue éloi-

gnée. Des représentants sont ensuite tirés au sort dans chaque secteur. Imaginez qu'on forme une assemblée en choisissant – aléatoirement – des représentants dans le 16^e arrondissement de Paris, à Saint-Denis et dans une ville plus éloignée comme Melun. Cela ferait un beau brassage social ! Le concept semblerait saugrenu aujourd'hui, mais cette façon d'entendre le peuple est considérée comme l'« acte de naissance de la démocratie » (même s'il ne faut pas idéaliser la démocratie grecque antique, car elle excluait les femmes et les esclaves...).

En tout cas, pour ce genre de maths, pas besoin de triangle équilatéral ou de carré de l'hypoténuse, il suffit de divisions et de multiplications, comme pour les calculs transmis de génération en génération par les joueurs de dés, qui comptent leurs points, ou par les commerçants, qui recensent leurs gains. En fait, les maths avaient d'abord des applications militaires, pour gérer la disposition des combattants, la répartition des tâches et des butins après les victoires. Paulin Ismard explique que « l'organisation de la société grecque s'est inspirée du même genre de calculs que ceux utilisés dans les guerres. On appliquait des règles mathématiques à la résolution des crises sociales, et la démocratie est née de là ».

Une série de réformes basées sur de l'arithmétique

Il n'y a peut-être pas de démocratie sans maîtrise des maths, mais la réciproque n'est pas vraie. On peut, au contraire, utiliser les chiffres pour leurrer la population. Il n'y a qu'à voir les dernières législatives, qui ont conduit au gouvernement ceux qui ont récolté le moins de voix. À chaque soir d'élection, on brandit des chiffres pour donner l'impression que le peuple a démocratiquement choisi et qu'il n'a plus qu'à fermer sa gueule. Il y a toujours un lien entre maths et politique, même s'il est parfois biaisé (pour mieux nous baisser) : de l'Antiquité grecque à aujourd'hui, la démocratie se sert toujours des maths, mais les maths ne sont pas toujours démocratiques. ●

FAKE NEWS

Le vaccin anti-Trump



EDGAR LALANDE

Les scientifiques américains sont plongés dans un tel état de panique qu'ils ne savent plus par quel bout prendre le problème Trump. Entre la menace de désengagement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'influence de l'antivax Robert F. Kennedy Jr., la nomination d'un fana du pétrole à la tête de l'Agence de la protection de l'environnement (EPA) ou bien celle d'Elon Musk pour faire la chasse aux fonctionnaires, le cataclysme n'est plus annoncé : il est en marche. Mais s'il est une menace que les savants redoutent par-dessus tout, c'est une épidémie incontrôlable de « fake science », dont les climatocceptiques et les antivax sont les principales vitrines. Il reste cependant une lueur d'espoir : le déploiement à grande échelle d'un vaccin contre le virus de la connerie.

Comme le rappelle le magazine *Science*, l'idée n'est pas nouvelle. En 1954, après la guerre de Corée, les États-Unis sont sous le choc : 21 prisonniers américains décident de s'installer dans la Chine communiste plutôt que de rentrer au pays. Pour lutter contre ces lavages de cerveau, les experts de tout poil misent sur le matraquage des idéaux américains à la maison, à l'école et dans l'armée. Le psychologue William McGuire, de l'université Yale, propose l'exact inverse. Si les soldats se sont montrés sensibles à la propagande communiste, c'est justement parce qu'ils ont grandi dans un environnement « aseptisé » de toute contradiction. De manière générale, plutôt que de vouloir à tout prix protéger les populations contre les fausses informations ou de s'épuiser à démystifier les âneries a posteriori, mieux vaut travailler le « système immunitaire » dès le plus jeune âge en « inoculant » des bobards à petites doses inoffensives, afin de préparer l'organisme spirituel à contrer les vraies tromperies ravageuses pour nos démocraties.

Contre le virus de la connerie

Soixante ans plus tard, Sander van der Linden, psychologue à l'université de Cambridge, passe de la théorie à la pratique auprès de 2000 participants en ligne. À la question « quelle est la part des scientifiques s'accordant sur la responsabilité humaine dans le changement climatique ? », les cobayes avancent un timide



70 %, mais acceptent la réalité sans rechigner quand on leur précise que le consensus s'établit à 97 % des scientifiques. Mais si on ajoute une fake news selon laquelle « plus de 31 000 scientifiques américains ont signé une pétition » contredisant le consensus, l'estimation retombe à 70 %. En revanche, si les participants sont formés en amont sur les techniques de désinformation à des fins politiques, leur appréciation remonte à 84 %.

Depuis, les outils d'inoculation préventive se multiplient. Dans le jeu en ligne *Bad News*¹, on apprend littéralement à créer de faux profils et à diffuser des conneries sur les réseaux sociaux pour toucher un maximum de followers. L'application *Cranky Uncle*² nous familiarise avec la mauvaise foi détestable d'un vieil oncle complotiste. Si les résultats sont sans appel pour contrer le virus de la désinformation, il est des professionnels qui s'émeuvent de considérer certains citoyens comme des vecteurs de maladie, qu'il faudrait fuir à tout prix. Par ailleurs, aucun « vaccin » ne s'attaquera aux causes réelles de la crétinerie. Enfin, inutile de compter sur Donald Trump pour mettre en place une vaste campagne de vaccination destinée à s'immuniser contre lui. ●

1. getbadnews.com/en

2. crankyuncle.com

Totem et Tabite

Elon Musk,
un cas clinique



YANN DIENER

Cela fait des années que Riss me dit de m'occuper du cas Elon Musk. Au sens d'écrire le cas Elon Musk. C'est le moment. Comme je ne l'ai jamais rencontré, je partirai de ses propres mots. « Vous pensiez vraiment que j'étais un type détendu et normal ? » avait lancé le milliardaire bondissant sur le plateau du *Saturday Night Live* en mai 2021. La somme d'inepties qu'il avait proférées sur le Covid commençait à faire chuter le cours de ses sociétés en Bourse, alors Musk avait été poussé à s'excuser. Il avait ainsi expliqué : « C'est juste la façon dont fonctionne mon cerveau », en se déclarant « atteint du syndrome d'Asperger ».

On savait déjà qu'il aimait beaucoup les joujoux technologiques, les voitures, les fusées et les robots. Le monde d'Elon Musk, c'est une version cauchemardesque de *Toy Story* imposée à tous. Mais sa passion pour les machines puissantes et rugissantes va plus loin : Musk a prénommé son septième enfant X Æ A-12. C'est une référence à *Archangel 12*, alias le Lockheed A-12 *Oxcart*, un avion espion utilisé par l'US Air Force pendant la guerre froide. Un avion furtif, le plus rapide jamais construit, qui permettait aux Américains de survoler l'URSS.

Alors, qu'est-ce que ce « prénom » X Æ A-12 nous dit du géniteur ? Je pose la question à tous les enfants de ma consultation psychanalytique : « Tu sais pourquoi tes parents t'ont appelé comme ça ? » Je ne le demande pas seulement à ceux qui ont des prénoms spécialement rares ou bizarres. C'est une question importante parce qu'elle aide les parents à donner quelques coordonnées de leur désir ; et leur enfant est toujours très content de savoir dans quelle histoire il a débarqué.

La technophilie d'Elon Musk n'a pas de limites : pour que les humains ne soient pas largués par les intelligences artificielles, l'entrepreneur transhumaniste conçoit des interfaces cerveau-machine. Pour que nous puissions nous passer des smartphones et de leurs

écrans archaïques, pour accélérer nos interactions avec les IA. En plus de se brancher aux ordinateurs directement, Musk s'est donc prolongé par un enfant machinique, un rejeton espion. Mais pour espionner qui ? C'est le sommet du délire paranoïaque technologique. Faire un môme pour aller

Le sommet
du délire
paranoïaque
technologique

surveiller l'ennemi communiste ? Ça me rappelle *L'Environnement non humain*, cet essai du psychanalyste américain Harold Searles, publié en 1960, qui s'intéressait aux patients délirant sur le thème des « machines à influencer » – des appareils fabriqués par leurs persécuteurs pour leur dérober leurs pensées. Musk est un passionnant cas de délire avec appareils à influencer. Il a voulu un enfant furtif : X Æ A-12 sera si rapide qu'on ne pourra pas l'observer ; il sera tellement speed qu'il échappera à tous les radars.

Avec sa société Neuralink, Elon Musk a déjà réussi à implanter une puce connectée dans le cerveau d'un porc. « C'est comme avoir une montre connectée dans le crâne », commente-t-il. *Vivre et penser comme des porcs* : c'est le titre d'un pamphlet du philosophe et mathématicien Gilles Châtelet, qui, dès les tout débuts d'Internet, voyait dans l'ontologie cybernétique une généralisation du consensus et du prêt-à-penser. Vivre et penser comme des porcs : c'est maintenant possible grâce à Elon Musk, qui a investi beaucoup d'argent pour faire élire Trump, et qui va bénéficier d'un fort retour sur investissement dans cette vaste entreprise contre la pensée. ●

1. Vivre et penser comme des porcs. De l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés, de Gilles Châtelet (éd. Gallimard, coll. « Folio actuel »).



LA FOURMI
ÉLECTRIQUE ARRIVE
EN FRANCE



JOURNAL
DU RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE

WAUQUIEZ
FAIT LA PLUIE
ET LA NEIGE

LAURENT WAUQUIEZ, l'homme-même-pas-ministre qui annonce à la presse que les retraites seront (un peu) revalorisées, est aussi un devin en météorologie. Il a assuré que, pour les Jeux olympiques d'hiver qui doivent avoir lieu dans six ans dans les Alpes – en Auvergne-Rhône-Alpes, donc –, l'ensemble des « stations choisies » auraient « de la neige en 2030 », selon des évaluations. S'il ne devient pas un jour président ou ministre, Lolo possède là un don qui lui permettra une reconversion réussie en marabout. N. Devanda

ARNAQUE
SANITAIRE

DEPUIS LA LOI EGALIM de 2018, « la production, le stockage et la circulation de produits phytopharmaceutiques » sont interdits. Enfin, pour les produits contenant « des substances actives non approuvées » dans l'UE. Mais, ô miracle favorable à l'agro-industrie, l'exportation de leurs substances actives, elle, est permise. La France continuait donc à produire et à exporter ces saloperies puisque ainsi va la réglementation. Le CCFD-Terre solidaire et l'Institut Veblen ont saisi le Conseil d'État pour que l'interdiction soit étendue aux substances actives de l'agro-industrie. Le Conseil constitutionnel ayant le même point de vue – dans un avis récent, il a érigé la protection de l'environnement et de la santé en « objectifs de valeur constitutionnelle » –, il ne reste plus au Conseil d'État qu'à mettre un peu d'ordre dans la hiérarchie des normes. Et, en attendant, à mettre en place un moratoire pour faire cesser l'incohérence juridique et écologique. N. D.

LE MALAWI
AUTOP

SELON L'INDICE MONDIAL des risques climatiques, le Malawi, virgule coincée entre la Tanzanie et le Mozambique, fait partie des cinq pays les plus touchés par les phénomènes météorologiques extrêmes : précipitations irrégulières, périodes de sécheresse qui

ont alterné avec cinq cyclones depuis 2019. À tel point que plus rien ne pousse et que la seule façon de ne pas mourir de faim est de bouffer des mangues. En 2023, le pays a eu droit au cyclone Freddy – l'équivalent de six mois de pluie en six jours –, puis au phénomène El Niño, qui a provoqué une sécheresse record. Un séjour de Trump au Malawi, lui qui affirme détenir toutes les solutions miracles, ne serait pas du luxe. N. D.

LE CLIMAT
ATTENDRA

CÉDANT À LA PRESSION des lobbies de certains pays, la Commission européenne a décidé de reporter à fin 2025 l'entrée en vigueur de la loi contre la déforestation. La droite européenne, alliée sur ce coup-là avec l'extrême droite, veut détricoter le règlement européen, qui interdit la mise sur le marché européen de produits (cacao, soja, huile de palme...) ayant contribué à la déforestation ou à la dégradation des forêts. Elle veut aussi créer des zones de pays dits « sans risques » de déforestation, qui puissent s'affranchir des règles contraignantes en matière environnementale. Vive l'Europe schizophrène qui, d'un côté, s'engage à planter 3 milliards d'arbres d'ici à 2030 et, de l'autre, massacre les forêts à la tronçonneuse ! N. D.

ZONE
PLOMBÉE

C'EST À LA SUITE de la fermeture, en 2020, d'une ancienne fonderie de plomb dans le nord de Toulouse qu'une pollution aux métaux lourds a été détectée, lors d'une analyse des sols, en 2022. Plusieurs quartiers ont été contaminés à des taux bien supérieurs à ceux recommandés. Les autorités sanitaires ont évoqué un possible scandale, qui pourrait toucher plus de 12 000 personnes, dont des enfants et des femmes enceintes. Depuis, les habitants n'osent plus cultiver leur jardin. De novembre à décembre, chez les habitants qui le souhaitent, des étudiants en deuxième année de master « transitions environnementales dans les territoires » de l'université de Toulouse analyseront les sols pour connaître le niveau de pollution, notamment dans les zones les plus à risque. N. Hubert

Une bouffée d'oxygène

NUMÉRIQUE MON AMOUR

Le Congo, la mort et le téléphone



Combien de morts au cours de cette guerre sans fin ? Nul ne sait vraiment. Plus de 6 millions en tout cas. Peut-être 10 millions, comme certains le pensent. Les femmes paient un tribut infernal à la barbarie : l'on compte des centaines de milliers de viols, très souvent assortis de blessures physiques qui s'ajoutent aux autres.

Un livre fracasse, pourrait et devrait fracasser l'indifférence générale¹. Son auteur, Fabien Lebrun, rapporte dans *Barbarie numérique* les liens certains, bien qu'entremêlés, bien que camouflés, entre notre soif d'objets numérisés, électroniques, connectés, et l'horreur. Pour bien comprendre, il faut rappeler que la RDC est un eldorado minier. Le sous-sol du pays est empli de minerais dont beaucoup sont désormais essentiels à ce que la propagande

Les liens entre notre soif d'objets connectés et l'horreur

a baptisé la « transition énergétique », et que Lebrun appelle justement le « stade numérique du capitalisme ». Dans le détail, le cobalt est le minerai le plus recherché dans le monde, car il est essentiel à la fabrication des nouvelles générations de smartphones et de batteries électriques. La RDC en a extrait et vendu 170 000 tonnes en 2023, soit près des trois quarts de la production mondiale. L'anglo-suisse Glencore est le proprio de la mine de Mutanda, la plus productive de la planète. Or Glencore est un monstre, condamné en 2022 à une amende de 1,5 milliard de dollars pour corruption, notamment en RDC, et manipulation des marchés par l'achat de journalistes nécessiteux.

Le reste ? Au total, une cinquantaine de minerais. Christophe Boltanski, cité par Lebrun : « Sans gallium, cobalt, antimoine, tungstène, tantalite, indium, nickel, rhodium et bien d'autres corps simples aux noms compliqués, pas d'imageries médicales, de superalliages, de puces, de transistors, d'écrans à cristaux liquides, de cellules photovoltaïques, de catalyseurs. Et sans étain, pas de connexions, donc pas d'électronique. »

Gigapollution chez les Ch'tis

Total et PSA (devenu Stellantis) ont réuni leurs forces en créant la coentreprise Automotive Cells Company (ACC) pour construire la gigafactory de Billy-Berclau (Pas-de-Calais), inaugurée l'an passé. À terme, si le marché ne s'effondre pas, elle pourrait équiper en batteries électriques 500 000 bagnoles par an. Et la propagande commerciale suit le mouvement. Le site officiel de l'opération annonce : « Les batteries fabriquées ici sont parmi les cellules et modules de batterie lithium-ion les plus durables, abordables et sûrs au monde, produits à une échelle inégalée. Et ce n'est que le début ! » ACC ose même cette phrase que l'on croyait disparue : « Notre croissance n'a pas de limite. »

Les opposants² parlent de 1 million de mètres cubes d'eau prélevés dans le milieu naturel chaque année, tandis qu'ACC, sans surprise, n'en admet que 100 000. Mais il y a aussi les PFAS, ces « polluants éternels »

que l'on retrouve désormais dans les rivières d'un bout à l'autre de la France. Or les batteries au lithium contiennent des PFAS, ce qu'ACC avait omis de préciser. Une étude parue en juillet montre l'étendue de la pollution³. Les chercheurs ont fait des prélèvements d'air, de sol, d'eau, de neige au Minnesota, mais aussi en Belgique et en France... Les concentrations d'un PFAS non étudié, les bis-FASIs, y sont très élevées, atteignant parfois 1 000 fois le niveau maximum fixé par l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA). Certes, en France, l'étude porte sur une autre usine qu'ACC, mais c'est le lithium qui est en cause. Comme chez ACC.

F.N.

1. tinyurl.com/2k8kw8nh
2. Notamment ceux de l'Association pour la suppression des pollutions industrielles (Aspi), basée à Roubaix.
3. tinyurl.com/mxp74pmu (en anglais).

Le pays dispose par ailleurs des deux tiers des réserves mondiales de coltan, mot-valise qui réunit le tantale et la columbite. Le premier joue un rôle irremplaçable dans la fabrication de smartphones et d'ordinateurs portables. Précisément : un smartphone de 2024 a « besoin », pour sa batterie, en plus, de lithium, de cobalt, de carbone, d'aluminium. Et pour son écran, d'indium, d'oxygène, d'étain, d'aluminium, de silicium, de potassium, d'yttrium, de lanthane, de terbium, de praséodyme, d'europium, de dysprosium et de gadolinium.

Le président congolais, Félix Tshisekedi, cité par Lebrun : « Apple, Samsung, Huawei, Tesla ou BYD engrangent les profits. Des 1 000 euros qu'un consommateur paie pour un smartphone, seuls 3 % vont au Congo. » Mais ce n'est pas tout ce qui revient au pays martyr. Outre les innombrables tueries et viols, le Congo poursuit l'histoire de l'esclavage et du colonialisme. On meurt facilement, dans les mines à ciel ouvert. Les survivants touchent deux dollars par jour. Norbert Bwira, ancien mineur : « C'était un matin à huit heures. Un éboulement s'était étendu à trois trous. Les mineurs étaient deux cents. Deux cents victimes. On a retrouvé vingt-trois corps. S'il y a un éboulement, on laisse les corps, on rebouche, on contourne. Dans la mine, vous êtes candidat à la mort. »

Comme aux temps si proches des razzias esclavagistes – le commerce triangulaire –, toute une économie s'est mise en place, dans laquelle les présidents rwandais et ougandais, aidés du sénateur congolais Joseph Kabila, remplissent leurs poches de mercenaires au service du numérique multinational. C'est sinistre. La dernière interrogation nous concerne. Comme au temps des colonies, nous tournons le regard, mutatis mutandis, vers l'écran de nos téléphones portables. Il paraît que le PSG a encore gagné. À moins que Macron ait éternué ? ●

1. Barbarie numérique, par Fabien Lebrun (éd. L'Échappée). On aimerait n'en dire que du bien, mais il est lourdement lesté de considérations théoriques qui gênent sa lecture. Et parfois égarant.

Va-t-on ouvrir une mine dans l'Allier ?

Faut-il une mine de lithium dans l'Allier ? Imerys espère bien en exploiter une à Échassières, là où il extrait déjà du kaolin. Macronistes, Républicains façon Barnier ou Wauquiez, socialistes surtout *ma non troppo*, excellentes gens du Rassemblement national, tous sont d'accord. Le fiasco monumental de la dissolution de l'Assemblée, cet été, n'a pas découragé les bonnes volontés. Du 11 mars au 7 juillet, le gouvernement a lancé un débat public ridicule, dont on connaissait le résultat d'avance. Preuve immédiate : le même 7 juillet, alors qu'on était censé débattre encore, la mine de l'Allier était classée au *Journal officiel* « projet d'intérêt national majeur ».

C'est qu'on ne plaisante pas avec Imerys, groupe multinational officiellement français. 16 000 salariés, présence dans 40 pays, chiffre d'affaires 2023 de 3,794 milliards d'euros. Les opposants, réunis dans le collectif Stop Mines 03¹, affichent fièrement « Lithium, ni ici, ni ailleurs ». Mais où, alors ? Le collectif détaille : « Par ce projet d'extraction de lithium, du producteur au consommateur, mine et usine de broyage, canalisations sur 15 km jusqu'au quai de chargement, puis transport jusqu'à l'usine de raffinage et pour finir convoyage jusqu'aux usines "gigafactories" (comprendre la fabrication de batteries). »

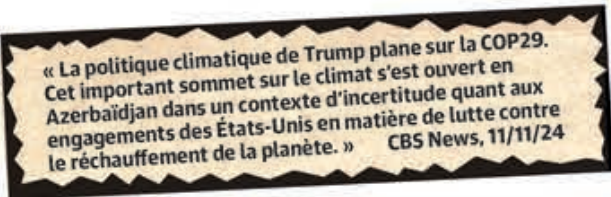
Aggraver un peu plus le dérèglement climatique

Et en effet. Le lithium servira à équiper des batteries électriques dans les gigantesques usines déjà bâties – celle de Billy-Berclau, dans le Pas-de-Calais (voir l'article ci-contre) – ou en projet. Ce qui pose de facto la question de la baignole électrique, grâce à quoi l'industrie automobile espère relancer une machine proche de la saturation. En aggravant un peu plus le dérèglement climatique.

On ne saurait répondre à la place de Stop Mines 03, mais franchement, si c'est pas ici, est-ce que ce ne sera pas là-bas, au Congo (voir l'article principal) ? Qui est d'accord pour remettre en cause, outre la bagnole électrique, l'ordinateur et la tablette, les téléphones et les brosses à dents connectées ? Les mines en France creusent un gouffre. Pour nous.

F.N.

1. facebook.com/stopmine03?locale=fr_FR. C'est un peu fâcheux, il faut passer par Facebook pour lire leurs infos.



MARINE LE PEN

Inéligible ne signifie pas éliminée



JEAN-YVES CAMUS

Les réquisitions du parquet contre Marine Le Pen, dans l'affaire dite « des assistants parlementaires européens du FN », devenu RN, sont très lourdes : la peine d'inéligibilité prononcée est assortie d'une exécution provisoire qui, si elle était confirmée lors du jugement, début 2025, pourrait l'empêcher de se présenter à la présidentielle de 2027, et même à des élections législatives anticipées. Dans le tourbillon des commentaires à chaud, on a entendu bien des approximations juridiques et une satisfaction pour ainsi dire générale des adversaires politiques du RN, comme si celui-ci était déjà quasi empêché d'arriver au pouvoir par une décision de justice, alors même qu'il consolide son soutien dans les urnes. Tout cela est bien imprudent.

Juridiquement d'abord, il ne s'agit pas de nier que le FN, de 2004 à 2016, période visée par l'instruction, ait abusé des facilités accordées par le Parlement européen pour employer des personnels dont le travail effectif a été inexistant dans certains cas, et détourné dans d'autres de la tâche qui est celle d'un assistant parlementaire à Bruxelles : travailler exclusivement sur les sujets liés au mandat de parlementaire européen. Cela étant, le statut de ces assistants n'en est pas éclairci pour autant, puisque cette fonction n'est encadrée par aucune exigence de compétences et que la frontière est souvent tenue entre ce qui relève de la politique communautaire et ce qui relève de la politique nationale. La cause de la condamnation risque donc d'apparaître obscure à nombre

Une prime à la facilité dans le combat contre les idées du RN

de citoyens si un travail de pédagogie n'est pas fait pour expliquer ce que doit produire et faire, à Bruxelles et à Strasbourg, cette nombreuse main-d'œuvre des assistants, dont nul ne peut contester qu'elle est aussi recrutée en fonction des idées, du militantisme et, parfois, du propre plan de carrière de la personne choisie par les élus.

Faut-il, par ailleurs, se réjouir que Marine Le Pen puisse être mise hors jeu par la justice et non par les électeurs ? Je ne le crois pas. D'abord parce que l'inéligibilité est une peine qui, pour être exemplaire, comme le veut la loi Sapin, ne peut être exonérée du principe selon lequel l'appel est suspensif. Le risque est en effet que le RN réussisse à convaincre qu'il est victime, non pas de ses méthodes de gestion fautives, mais d'un règlement de comptes politiques s'apparentant à un déni de démocratie.

Une telle peine, si elle était confirmée, serait une prime à la facilité dans le combat légitime contre les idées du RN. Faute de réussir à convaincre les Français que les solutions proposées par Marine Le Pen sont dangereuses ou inapplicables, la classe politique dans son ensemble se contenterait de la sortir du match par un carton rouge. C'est paresseux. Cela semble repousser l'échéance d'une arrivée au pouvoir du RN mais n'en supprime pas l'éventualité, même en 2027. Qui pourrait être le moment de Bardella et de son union des droites. Et je n'échangerais pas un quinquennat de Marine Le Pen contre le sien. D'autant que, inéligible ou pas, rien n'empêchera l'actuelle cheffe de file du groupe RN à l'Assemblée d'être désignée Première ministre.

Plus que jamais, la seule manière légitime, démocratique et durable de combattre le RN reste la déconstruction raisonnée de son programme, la reconquête du vote des classes populaires et l'abandon définitif du laisser-faire qui est l'épine dorsale de l'hégémonie libérale. ●



Bad trip

PIERRE PALMADE ET GISELE PELICOT, MÊME COMBAT



GISELE PELICOT UNE FEMME DEBOUT!



PIERRE PALMADE REMPLIT LE STADE DE FRANCE



FOUS DE DIEU EN FOLIE

MUSÉE DES HORREURS

DEPUIS NOVEMBRE, le musée virtuel en ligne Isis Prisons Museum (isisprisons.museum/en) donne à lire des témoignages d'anciens prisonniers de l'État islamique. Muhammad al-Attar est l'un de ces ex-détenus, qui, lui, a survécu à la torture et aux actes de barbarie. Son témoignage est l'un des 500 « récits de vie » fracassés par les fous d'Allah. Entretiens vidéo avec les survivants, dizaine de milliers de documents abandonnés par l'organisation terroriste, vues aériennes des lieux d'enfermement... forment une documentation numérique précieuse pour sensibiliser le public aux crimes commis, au nom de Dieu, par de dangereux fanatiques. **N. Devanda**

QU'ON LES PENDE !

« INQUIÉTANT. » C'est le terme employé par la présidente de l'université de Rochester, dans l'État de New York, qui s'est réveillée avec une fac recouverte de posters affichant « Wanted », à l'effigie des personnels, enseignants ou non, de confession juive. Lesquels sont accusés, pêle-mêle, de « discours de haine », d'« abus de pouvoir », quand ce n'est pas de « nettoyage ethnique » ou de « déplacement de population palestinienne ». Il n'est pas précisé si, en cas de capture par les étudiants-chasseurs de prime, c'est l'Iran qui paiera la récompense. **P. Chesnet**

CROISADES GREAT AGAIN

L'ACTEUR ET RÉALISATEUR américain Mel Gibson (*La Passion du Christ*, 2004) n'a jamais caché son catholicisme militant, tendance traditionaliste « plus ». Son film sur Jésus est encore projeté aujourd'hui dans les milieux catholiques activistes. Gibson prépare un autre

tournage, toujours en phase avec ses convictions : une série télévisée sur le siège de Malte en 1565, lorsque la flotte ottomane a tenté de prendre le contrôle de l'île, donnée en fief par Charles Quint aux Hospitaliers, de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Ces derniers avaient infligé au sultan Soliman le Magnifique une de ses deux seules défaites militaires, contribuant à contenir l'expansion turque en Méditerranée. On voit la résonance actuelle du thème de cet épisode du choc des civilisations. **J.-Y. Camus**

MALADE MENTAL

L'IRAN A UNE NOUVELLE IDÉE pour lutter contre les atteintes à la sûreté de l'État et des descendants du Prophète : une clinique psy spécialement conçue pour « soigner » les femmes qui refusent de porter le hijab. Selon Mehri Talebi Darestani, la directrice du département des Femmes et de la Famille, la clinique offrira un « traitement scientifique et psychologique » et des cours éducatifs menés par des « experts sur la philosophie et les valeurs du hijab ». Mais pourquoi les mollahs se donnent-ils tant de mal, alors que jusqu'ici ils considéraient que la potence faisait très bien l'affaire ? **Z. Gachen**

ÉCOMOSQUÉE

SI ON CONNAISSAIT L'ATTACHEMENT des écologistes hexagonaux à certaines figures de l'islam politique, on découvrirait maintenant avec enthousiasme que les barbus - certes indonésiens - s'intéressent aussi à l'écologie. C'était dans un reportage de France 24, diffusé le 15 novembre et intitulé *Urgence climatique en Indonésie : l'islam au service de l'écologie*. Là-bas, on construit des « écomosquées » et on explique aux gamins que le Coran « apprend à protéger la terre, car c'est la création d'Allah ». Pas mal. Prochaine étape : la théorie de l'évolution. **Y. Simovic**

ASSASSINAT DE SAMUEL PATY

SES COLLÈGUES
RÈGLENT LEURS
COMPTES AU
TRIBUNAL

PROFESSEUR D'HISTOIRE-GÉO, SAMUEL PATY A ÉTÉ DÉCAPITÉ PAR LE TERRORISTE ISLAMISTE ARDOULLAKH ANZOROV PRÈS DU COLLÈGE DE CONFLANS-SAINT-HONORINE, LE 16 OCTOBRE 2020. LES COMPlices PRÉSUMÉS SONT JUGÉS JUSQU'À FIN DÉCEMBRE.



COUR D'ASSISES SPÉCIALE DE PARIS
13-15 NOVEMBRE 2024

IL AVAIT À CŒUR DE NE JAMAIS PROISSER LES AUTRES!

UN PROF DE MATHS

IL A ÉTÉ VICTIME DU MENSONGE D'UNE ÉLÈVE, D'UNE CABALE DE SON PÈRE ET DE LA DÉSOLIDARISATION DE SES COLLÈGUES.

"J'AI PAS ENVIE DE ME PRENDRE UNE BALLE DE KALACHNIKOV À CAUSE DE CE COURS!"

UNE COLLÈGUE DE SAMUEL PATY

JE PENSE QUE C'EST CE QUI LE PRÉOCCUPAIT LE PLUS.

"JE SUIS MENACÉ PAR DES ISLAMISTES LOCAUX AINSI QUE LE COLLÈGE TOUT ENTIER."

EXTRAIT D'UN MAIL DE SAMUEL PATY À SES COLLÈGUES

IL Y AVAIT EU UN ATTENTAT PRÈS DES ANCIENS LOCAUX DE "CHARLIE HEBDO" ET J'AVAIS PEUR.

POUR MOI, CE COURS ROMPAIT LE LIEN DE CONFIANCE AVEC LES FAMILLES QUI MÈTENT LEURS ENFANTS À L'ÉCOLE PUBLIQUE.

"JE CROIS QUE J'AURAIS PÛTÔT UTILISÉ DES IMAGES OÙ IL N'Y A RIEN DE SEXUALISÉ."

LE PROF D'HISTOIRE-GÉO QUI A LÂCHÉ SAMUEL PATY

JE SUIS LECTEUR DE "CHARLIE HEBDO!"



POURQUOI AVOIR CHOISI DES IMAGES QUI FONT DÉTOURNER LE REGARD OU VONT DONNER ENVIE DE SORTIR?

VOUS DEVEZ ÊTRE UNE CIBLE!

LES RÉSEAUX SOCIAUX ONT SIGNÉ SA MORT.

LA PROF DE FRANÇAIS QUI A LÂCHÉ SAMUEL PATY

S'IL ÉTAIT LÀ, JE LUI DEMANDERAI PARDON.

ME OUADIE ELHAMAMOUCHI, AVOCAT DE LA DÉFENSE

ABDOULLAKH ANZOROV, LE PÈRE DE LA MENTUEUSE

J'AI TOUJOURS PENSÉ QUE L'ISLAMISME EST LE FASCISME D'AUJOURD'HUI. IL ATTAQUE LA DÉMOCRATIE.

RECEVOIR UN MILITANT ISLAMISTE, C'ÉTAIT UN PROBLÈME.

ET POUR MOI, LA MENACE SÉRIEUSE, C'ÉTAIT UNE MANIFESTATION DEVANT LE COLLÈGE.

ME FRANCIS SZPIER, AVOCAT DE LA PARTIE CIVILE

SI JE VOUS DIS QUE LA MANIFESTATION QUI S'ORGANISAIT ÉTAIT LA DISTRIBUTION D'UN COUSCOUS RÉPUBLICAIN...

IL FAUDRA NOUS DONNER LA RECETTE!

Dans le jacuzzi des ondes

Feu l'an II



PHILIPPE LANÇON

Certains rêvent de la Terreur, en hérauts des sans-culottes : du pain pour le peuple, de la guillotine pour les autres. Mais à quoi ressemblaient Paris et ses habitants juste avant et pendant la Terreur ? Le musée Carnavalet consacre une exposition à l'an II : « Paris 1793-1794. Une année révolutionnaire ». Elle mérite d'être vue, et son catalogue en abécédaire, d'être lu. La Révolution est un spectacle permanent, à la vie à la mort. Ce spectacle a ses textes, ses scènes, ses personnages, ses costumes, ses objets. Acteurs et publics se mélangent, se dérangent. Les corps et les esprits sont sans cesse en mouvement, en fusion, en scission, sur les pentes et dans la forge de la création politique. Jamais un destin collectif n'a subi de telles injonctions, de tels assauts de l'imagination. C'est cela qu'on voit et qu'on lit.

Une première représentation nous accueille : celle, aux Tuileries, des pavillons de la Liberté, de l'Unité et de l'Égalité. La fraternité n'est pas à l'ordre du jour. En face, les grandes Tables des droits de l'homme du 24 juin 1793, bible civique beaucoup plus favorable à la « France d'en bas » que la Déclaration de 1789. L'insurrection est justifiée quand la souveraineté est usurpée ou les droits du peuple, violés (mais qui en décide, c'est une autre histoire). Les femmes ont le droit de vote à l'échelle de la commune. C'est mieux que rien et c'est déjà beaucoup : elles influencent la gestion, essentielle, des biens communaux. Marat mort dans sa baignoire est ici, naturellement. Un petit film scientifique nous apprend que David l'a recouvert d'une toile vierge pour, une fois venue la disgrâce, s'épargner des problèmes. Il était inspiré d'un autre tableau, représentant le Montagnard Le Peletier, assassiné le 20 janvier 1793. Le Peletier avait voté la mort de Louis XVI : il fut tué la veille de l'exécution du roi. C'est lui qui avait rayé le blasphème de la liste des crimes et délits.

On découvre un « alphabet des sans-culottes », une pique, des fusils, le fin stylet à manche vert avec lequel le Girondin Dufriche-Valazé, ayant appris sa condamnation à mort, se suicida. Une notice de 1957 précise qu'il l'avait caché dans ses vêtements et qu'il eut le temps de dire : « *Je meurs.* »

La mélancolie d'une épopée

Nul fétichisme, nulle hagiographie morbide : l'exposition est à distance critique du phénomène qu'elle explore. Il y a des marionnettes de soldats et de cantinières,

des gouaches de Lesueur s'amusant du peuple en action. Un jugement du tribunal révolutionnaire, de novembre 1793 (27 brumaire an II), vaut d'être lu en détail : on juge sur dénonciation, sans contradiction. Inversement, une fois disparus, les révolutionnaires sont calomniés. On les accuse d'avoir tanné la peau des morts pour en faire des parchemins. L'exposition informe par les mots, les images et les choses.

Vers la fin, dans une vitrine, apparaît une lourde lame de guillotine datant de l'époque. On dirait une ancre énorme, remontée du fond d'un océan, couverte du limon des illusions qu'elle a détruites et ensanglantées. Un sombre trésor de Rackham le Rouge. À côté, la seule représentation exposée de Robespierre : une caricature où l'Incorruptible, foulant aux pieds les textes constitutionnels, guillotine « le bourreau après avoir fait guillotiner tous les Français ». Derrière lui, un monument aux morts, sur lequel est écrit : « *Ci-gît toute la France.* » Partout autour, de hautes et minces guillotines, assemblées comme des colonnes de De Chirico. C'est la mélancolie d'une épopée.

Autour de l'instrument, quelques portraits de ses victimes. Charlotte Corday, admirable, en prison. André Chénier également en prison, le crâne dégarni, les yeux cernés, la bouche délicate, et dont le regard intelligent et triste révèle tout le chagrin, le désarroi. Hébert et Danton en route pour l'échafaud, dessinés par Vivant Denon, ont l'air de sortir de l'enfer qu'ils rejoignent. Saint-Just, de profil, est angélique et romain comme une pièce de monnaie. Un cordonnier, éducateur en prison du Dauphin, nous fixe d'un air terrifié à la veille d'être raccourci. Robespierre, le grand absent, le grand présent, plane sur l'ensemble comme le fantôme de l'Opéra. Dans le catalogue, Éric Vuillard consacre à ses derniers jours un texte nerveux et enthousiaste. Il rappelle qu'avec sa mort la Révolution meurt. L'appel à l'insurrection qu'il écrit le 9 thermidor unit « l'épouvantable temps mort où la Révolution n'en finissait pas de finir, et le temps vivant où la Révolution s'est éloignée de nous ». Bien vu. ●



Charlie Enquête

IVG AUX ÉTATS-UNIS Gros risques de fausse couche



LAURE DAUSSY

Où en est le droit à l'IVG aux USA ? Depuis 2022 et l'annulation de l'arrêt Roe vs Wade, qui garantissait depuis 1973 le droit d'avorter sur tout le territoire, l'accès à l'IVG est en danger. Dès lors, la société civile a engagé une bataille acharnée contre les forces réactionnaires menées par les évangéliques, dans un pays où, paradoxalement, les deux tiers des citoyens soutiennent le droit à l'IVG.

Octobre 2023. Une Américaine résidant au Texas, 19 ans, enceinte, se réveille avec un fort mal de crâne et des nausées. Elle s'adresse à un hôpital, puis à un autre, et enfin à un autre encore, et meurt quelque temps après, victime d'une septicémie. Elle aurait dû bénéficier d'un avortement, mais impossible dans un des États où celui-ci est strictement interdit. Car au Texas, les médecins risquent des poursuites judiciaires s'ils sont accusés d'avoir conduit à la mort d'un fœtus. C'est ainsi que la jeune femme a été baladée d'hôpital en hôpital, où l'on a donc préféré ne pas la soigner plutôt que de risquer des poursuites. D'après le Gender Equity Policy Institute (Gepi), une organisation œuvrant pour l'égalité entre les sexes, le taux de mortalité maternelle dans cet État, qui a interdit l'avortement en 2021, a augmenté de 56 % entre 2019 et 2022, contre 11 % à l'échelle nationale. Preuve s'il en fallait que l'interdiction de l'IVG conduit toujours à la mise en danger des femmes.

Dans le sillage de la remise en cause de l'IVG au niveau fédéral, les États font maintenant ce qu'ils veulent, et les plus réactionnaires ne s'en sont pas privés : une vingtaine d'États ont mis en place des restrictions partielles ou totales. Ce sont souvent les anciens États esclavagistes, les plus réactionnaires, comme l'Alabama, le Mississippi, la Louisiane, où la loi ne prévoit aucune exception, même en cas de viol ou d'inceste. La situation y est catastrophique pour les femmes.

« C'est une véritable crise sanitaire, souligne Nicole Bacharan, spécialiste des États-Unis. Des médecins, des infirmières ne soignent plus les femmes enceintes qui ont des douleurs ou des saignements lorsqu'elles se rendent aux urgences, de peur d'être condamnés. » La seule solution : « Aller dans un autre État, à 1 000, 2 000 km, avec le sentiment d'être une fugitive, de devoir échapper à la police. Et dans certains États limitrophes, les services sont débordés, et les femmes y sont également maltraitées, faute de moyens. » L'autre solution est l'accès à une pilule abortive, mais sa distribution pourrait elle aussi être remise en cause, on y reviendra. Face à cette situation, certaines jeunes femmes en arrivent même à opérer des choix de vie en fonction de l'accès à l'IVG. Ainsi, certaines choisissent le lieu de leur université en fonction de ce critère.

Désormais, c'est un affrontement constant au sein de la société américaine. Mais contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, les pro-avortement sont majoritaires, à hauteur

des deux tiers de la population. En effet, 6 Américains sur 10 pensent que leur État devrait autoriser une femme à obtenir un avortement légal si elle ne souhaite pas être enceinte, selon un sondage de l'Associated Press-Norc Center for Public Affairs Research publié en juillet dernier¹. Soit une augmentation par rapport à juin 2021. Environ 8 Américains sur 10 estiment que le Congrès ne devrait pas adopter une loi fédérale interdisant l'avortement, révèle ce même sondage.

Le sujet de l'avortement a été un thème majeur de la campagne présidentielle, porté par la candidate démocrate Kamala Harris. Trump, de son côté, a opportunément rappelé avoir nommé trois juges ultraréacs qui ont contribué à renverser l'arrêt Roe vs Wade. Mais sa stratégie politique concernant l'avortement consiste maintenant à s'en remettre aux États. « Je doute que Trump s'en prenne à nouveau à l'IVG, explique Nicole Bacharan. Il s'est aperçu que c'était une machine à perdre les élections. Tous les sondages ont montré que ça lui était défavorable. » Car même s'il a gagné, ceux qui ont voté pour lui ne l'ont pas fait pour ses positions sur l'IVG. En témoignent certains États où il est arrivé en tête, mais qui ont voté dans le même temps pour une légalisation de l'IVG. « Les anti ne sont pas majoritaires, même s'ils sont vigoureux dans leur combat, poursuit la spécialiste. Cela dit, Trump est en train de nommer à la tête de son administration une équipe de fous furieux. Et les évangéliques vont essayer de marchander leurs voix, ils ont été déçus que Trump ne s'engage pas davantage. Il va falloir surveiller ce qu'ils vont obtenir. »

Du côté des pro-choix, on regagne pour l'instant un peu de terrain. Dix États ont organisé des référendums en faveur de l'IVG en parallèle de l'élection présidentielle. Le Parti démocrate avait par ailleurs mis sur ces scrutins pour mobiliser son électorat. Sur ces 10 États, 7 ont voté en faveur de l'avortement, ou bien pour le renforcer : l'Arizona, le Colorado, le Maryland, le Missouri, le Montana, le Nevada et New York. Dans le Missouri, on passe d'une des interdictions les plus strictes du pays à une autorisation jusqu'à la viabilité du fœtus (environ vingt-quatre semaines). En Arizona, la proposition rétablit la possibilité de réaliser un avortement jusqu'à la viabilité du fœtus, au lieu de quinze semaines actuellement. Déjà, entre 2022 et 2023, sept référendums avaient eu lieu, et des États réputés conservateurs, comme le Kansas et le Kentucky, s'étaient prononcés en faveur de l'IVG.

En Floride, toutefois, c'est un échec pour les pro-avortement. La limite y est actuellement de six semaines, soit avant que beaucoup de femmes ne réalisent qu'elles sont enceintes. Les défenseurs de l'amendement espéraient que la Floride, entourée d'États très restrictifs sur le sujet, pourrait redevenir un refuge pour les femmes du sud-est des États-Unis.

Qu'en est-il de la pilule abortive, qui sauve les femmes qui ne peuvent avoir accès à l'IVG ? Celles résidant dans des États où l'IVG est interdite peuvent se la procurer via des organisations internationales ou via des médecins résidant dans des États où elle est autorisée. Ainsi, plusieurs milliers de pilules abortives sont envoyées chaque mois dans les États ayant restreint ou interdit l'avortement, selon l'organisation WeCount. L'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux (FDA) a étendu les conditions d'accès à la pilule abortive, en permettant son envoi par la poste après une téléconsultation.

Mais la nouvelle administration Trump pourrait remettre en cause cette distribution. D'après les spécialistes, une loi fédérale adoptée en 1873, tombée en désuétude, pourrait être ressortie des tiroirs. Il s'agit du Comstock Act, qui prohibe l'envoi par la poste de supports considérés comme « obscènes », ce qui peut englober tout ce qui ne plaît pas aux conservateurs, y compris la contraception ou tout ce qui peut permettre un avortement. Ce serait un nouveau coup dur pour les partisans de l'IVG. « Depuis les élections, nous avons reçu 300 % de demandes d'aide en plus que d'habitude », nous explique la porte-parole de l'ONG canadienne Women on

Web, qui conseille les femmes voulant obtenir une pilule abortive. « Pour la majorité, ce sont des demandes pour une utilisation future. Les gens stockent les médicaments pour se protéger des nouvelles restrictions de l'administration Trump. Nous nous attendons à ce que ces restrictions se durcissent. Trump va probablement essayer de signer une interdiction nationale de l'avortement et les tribunaux vont continuer à chercher des moyens d'interdire les pilules », s'inquiète-t-elle. Le combat n'a pas fini de faire rage... ●

1. Le sondage a été mené auprès de 1 088 adultes, du 20 au 24 juin, à l'aide d'un échantillon tiré du panel AmeriSpeak de Norc, conçu pour être représentatif de la population américaine.



"ET TA MÈRE, ON LA BAISE QUAND?"

- DOMINIQUE PELICOT A UN ACCUSÉ -

- PROCES DES VIOLS DE MAZAN -
- TRIBUNAL D'AVIGNON -
13, 14, 15 NOVEMBRE

L'ESPRIT DE DOMINIQUE PELICOT EST UNE CHOSE MONSTRUEUSE, ET A L'ARRIÈRE-PLAN DE CE QUE NOUS CONNAISSONS DE LUI SE LAISSENT APERCEVOIR, SEMAINE APRÈS SEMAINE, DES CHOSES DIABOLIQUES QUI LE RENDENT MILLE FOIS PLUS MONSTRUEUX ENCORE...



UN EXPERT PSYCHIATRE

LES PERVERS SONT DE GRANDS PÉDAGOGUES PARCE QU'ILS PENSENT QUE LEUR FAÇON D'ACCÉDER À LA JOUISSANCE EST LA BONNE.



UN AUTRE EXPERT PSYCHIATRE :

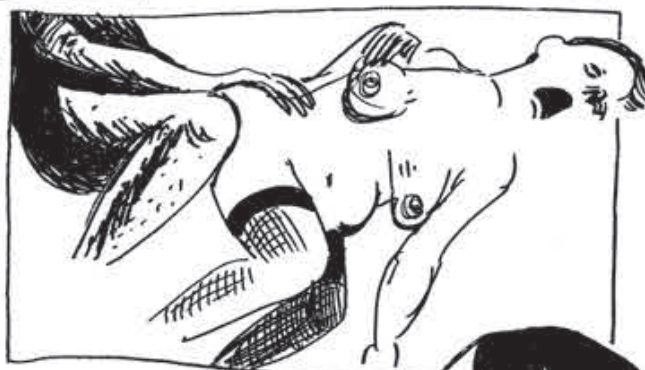
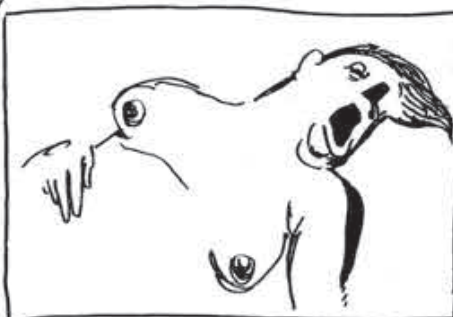
"ON N'EST PAS RESPONSABLE DE SES FANTASMES, MAIS ON EST RESPONSABLE DE SES ACTES."

← JOSEPH C., ACCUSÉ

DANS LE LIBERTINAGE, C'EST TOUJOURS L'HOMME QUI S'OCCUPE DE METTRE EN PLACE LA SITUATION. C'EST D'ABORD LES FEMMES QUI PRENNENT LA DÉCISION DE LA RENCONTRE...



DANS UNE VIDÉO DIFFUSÉE, GISELE EST ENDORMIE, LE SOIR DE L'UN DE SES ANNIVERSAIRES, EN COMPAGNIE DE SON MARI ET DE HARLY A. →



SON PASSÉ-TEMPS : DEMASQUER LES PÉDOCRIMINELS EN DISCUTANT AVEC EUX SUR INTERNET.

CHRISTIAN L. EST ALLÉ CHEZ LES PELICOT EN UNIFORME DE POMPIER. 17 ORDINATEURS ET DES CENTAINES DE PHOTOS PORNOGRAPHIQUES ÉTAIENT EN SA POSSESSION. PHOTOS QU'ON LUI A ENVOYÉES LORS DE "CONVERSATIONS".

LE LIBERTINAGE, C'EST COMME DANS LA VIE NORMALE : L'HOMME DOIT PRENDRE SOIN DE SA FEMME. JE SUIS UN LIBERTIN QUI FAIT CONFIANCE AU MARI QUI ASSURE LA SÉCURITÉ DE SA FEMME... J'AI PASSÉ MA VIE À SAUVER LES GENS, JE N'AI JAMAIS EU L'INTENTION DE VIOLER.

M. PELICOT M'A DIT : "À UN MOMENT DONNÉ, ELLE VA FAIRE SEMBLANT DE SE RÉVEILLER, TU TE CACHES AU PIED DU LIT, C'EST NOTRE JEU." JE TOMBE DU LIT, ET APRÈS, C'EST LE BLACK-OUT, JE ME RAPPELLE QUE DE MA TWINGO...



CHRISTIAN L. PENSE AVOIR ÉTÉ DROGUÉ EN BUVAINT UN VERRE D'EAU OFFERT PAR D. PELICOT

J'AI COMMIS UN VIOL, OUI, C'EST MON CORPS, MAIS C'EST PAS MON CERVEAU... EST-CE QUE VOUS AVEZ VU L'ÉTAT DE MES PUPILLES SUR LES VIDÉOS ? ON PEUT SE POSER LA QUESTION DE MON LIBRE ARBITRE...

NIZAR H., MULTI CONDAMNÉ, DIT S'ÊTRE RENDU CHEZ LES PELICOT POUR SON ENTERREMENT DE VIE DE GARÇON. IL PENSE LUI AUSSI AVOIR ÉTÉ DROGUÉ PAR DOMINIQUE PELICOT.

LE PRÉSIDENT À NIZAR H. : "COMMENT VOUS INTÉGREZ LE FAIT D'AVOIR UNE RELATION AVEC UNE FEMME À QUELQUES JOURS DE VOTRE MARIAGE ?"

C'ÉTAIT POUR ME LIBÉRER UN PEU LA PRESSION. LE BUT, C'EST UN JEU LIBERTIN.



CHARLY A. EST DÉCRIT PAR UN EXPERT PSYCHIATRE COMME AYANT UNE PERSONNALITÉ NAÏVE ET SOUMISE. CHARLY S'EST RENDU 6 FOIS CHEZ LES PELICOT.

IL ME DEMANDE SI JE VEUX FAIRE ÇA SUR QUELQU'UN DE MON ENTOURAGE AVEC INSISTANCE. JE DIS "MA MÈRE" POUR QU'IL ME LÂCHE LA GRAPPE.

À CHAQUE RENDEZ-VOUS, JE DISAIS QUE MA MÈRE NE POUVAIT PAS PARCE QU'IL Y AVAIT MON PETIT FRÈRE...

LE PRÉSIDENT ↓

EST-CE QUE M. PELICOT VOUS REMET DES PRODUITS ?

OUI

IL VOUS EXPLIQUE LA MÉTHODE ?

OUI

EST-CE QUE VOUS EN AVEZ FAIT USAGE ?

ABSOLUMENT PAS. SUR LE CHEMIN DU RETOUR, JE LES JETTE PAR LA FENÊTRE.

DOMINIQUE PELICOT →

JE LUI AI DONNÉ 3 CACHETS DANS UN PAPIER D'ALU, IL ME LES A RENDUS...

UNE ADJESSEURE À NIZAR H. : "QU'EST-CE QUI VOUS EMPÊCHAIT DE PARTIR ?"

C'EST DUR DE PARTIR DE CHEZ QUELQU'UN QUAND VOUS ÊTES À POIL... JE SUIS PAS UN VIOLEUR... J'AI FAIT QU'EST-CE QU'IL M'A DIT M. PELICOT CE SOIR-LÀ. J'ÉTAIS UN ROBOT.

J'AI JAMAIS MANGÉ LA CHATTE DANS MA VIE, JE L'AI JAMAIS FAITE À MA FEMME... POURQUOI JE LE FAIS À MME PELICOT ?

J'AI JAMAIS MIS UN VIOL DANS MA VIE

JE RÉVE!



Qu'avez-vous vu, monsieur Haenel ?

Nietzsche pour la joie de tous



YANNICK HAENEL

Adolescent, j'avais acheté *Ainsi parlait Zarathoustra*. Je l'avais ouvert des dizaines de fois et n'étais parvenu à en lire que quelques pages. Mais je me promenais partout avec le livre dans la poche de ma veste noire : je veillais à disposer au fond un mouchoir en boule qui permettait que le livre dépasse et qu'on voie bien le nom de l'auteur et le titre. J'attendais qu'on me dise : « Tiens, tu lis Nietzsche ? » J'avais prévu ma réponse, que je prononcerais d'une voix blanche, distraite, presque ennuyée, comme dans un film de Jean Eustache : « Ah, oui, *Zarathoustra*, c'est épatant. »

Mais personne n'a jamais vu le livre dépasser de ma poche, personne ne m'a jamais demandé si je lisais Nietzsche.

Alors aujourd'hui, chers lecteurs de *Charlie*, je prends ma revanche, et vais vous parler d'un livre idéal. Idéal si l'on veut lire enfin Nietzsche ; idéal aussi si on l'a lu (ce que j'ai fini par faire avec passion depuis mes déambulations frimeuses d'adolescence, de *Zarathoustra* à *Ecce homo*, en passant par *Le Gai Savoir* ou *Par-delà le bien et le mal*).

Le livre s'appelle tout simplement *Nietzsche* et il est écrit par Christophe Fiat. Il est publié aux éditions Les Pérégrines, dans la collection « Icônes ». C'est un magnifique petit livre à la couverture verte, profondément enjoué, rocambolesque, rempli de moments drôles et d'aperçus décisifs. Il y a même, à l'intérieur, une pièce de théâtre à mourir de rire avec Lou Andreas-Salomé et la sœur nazie de Nietzsche (qu'il détestait). On lit ce « livre multicolore », comme dit Charlotte Rolland, avec une avidité heureuse : comme je suis profondément déprimé, ce livre me fait un bien fou.

Les farceurs sont des génies pudiques

Paranthèse : ne trouvez-vous pas que le monde se vide chaque jour comme une baignoire (et pourtant la baignoire n'est jamais vide) ? Tout ce qu'on a aimé s'écoule par le siphon, et l'on dirait que le discrédit porté sur toute chose vient de très loin, plus loin que Trump ou que la lepénisation généralisée des esprits, peut-être de ce ricanement des assassins, dont parle Nietzsche dans la parabole de la mort de Dieu, à peine deux pages dont je vous conseille la lecture (c'est dans *Le Gai Savoir*, au paragraphe 125).

Bref, Christophe Fiat a ce don : il a l'intelligence drôle, le sens profond de la farce. Les farceurs sont des génies pudiques. C'est en poète qu'il raconte la vie de Nietzsche, car il est poète. Et c'est en rieur – pas en ricaner, en rieur : le rieur est le contraire du ricanement, pas vrai ? – qu'il nous résume les affres amoureuses de ce penseur dont la vie d'exil n'aura été qu'une tentative pour devenir lui-même une expérience. Le nihilisme, dont Nietzsche aura diagnostiqué l'avènement planétaire, enveloppe aujourd'hui le monde, à travers le triomphe du capitalisme qui a détruit la Terre. Ainsi ne nous reste-t-il plus, écrit Fiat, que la comédie pour exprimer le désordre du monde. ●

LE PAPE S'INTERROGE SUR UN GÉNOCIDE À GAZA



LE MEILLEUR DES MONDES NUMÉRIQUES



CONTRE SON CAMP

DÉSIRER QUE LE MONDE ENTIER puisse avoir accès à Internet, c'est sympa. Polluer l'espace en le faisant, ça l'est un peu moins. Dans une lettre ouverte publiée il y a quelques jours, une centaine de scientifiques s'alarment de cet excès de satellites en orbite et des conséquences que cela entraîne. Dans leur viseur : Starlink, propriété d'Elon Musk, qui possède 60 % de ces engins. Alors que l'entreprise continue de prévoir d'autres lancements, les chercheurs craignent l'apparition du syndrome de Kessler, un scénario catastrophe mais pas improbable qui détruirait, à terme, tous les satellites et rendrait l'exploration spatiale impossible pendant de nombreuses années. De quoi anéantir les rêves de SpaceX, l'entreprise de fusées... d'Elon Musk.

L. Redaud

FEIGNASSE

QUI A DIT QUE LA CONSCIENCE professionnelle n'existait plus ? Selon une récente étude américaine, l'utilisation de l'intelligence artificielle chez les employés

de bureau a considérablement ralenti, passant de 32 % à seulement 33 % en l'espace de cinq mois. Un coup d'arrêt significatif lorsque l'on sait qu'au début de l'année 2024 son usage pouvait grimper de six points en l'espace d'un trimestre. Et si les employés rechignent à parler avec ChatGPT, ce n'est – malheureusement – pas par souci écologique, mais simplement pour une question d'image, parce qu'ils craignent de passer pour des gros fainéants. La planète les remercie quand même.

L. R.

START-UP CROYANCE

LA CROYANCE EN LA TECH capable de sauver la planète s'étalait en grand à l'édition 2024 du Web Summit, grand-messe de l'économie numérique qui s'est tenue mi-novembre à Lisbonne. Twelve, par exemple, est une start-up américaine qui affirme pouvoir créer du carburant propre à partir du CO₂ présent dans l'air « en imitant les arbres et les plantes », une solution miracle qui lui a permis de lever 650 millions de dollars. Mais cela n'a pas convaincu un prof anglais, spécialiste du climat et de l'empreinte carbone, qui résume ainsi la tendance « green tech » : une « solution miracle pour n'avoir aucune mesure difficile à prendre ».

N. Devanda

CHOIX CORNÉLIEN

VOUS PRÉFÉREZ AVOIR DU TRAVAIL ou un accès à l'eau potable ? Voilà, en substance, la question à laquelle vont devoir se résoudre à répondre les Malaisiens. Prisé par les grandes entreprises de la tech, le pays croule sous les

demandes de construction de data centers, ces immenses bâtiments qui servent, entre autres, à faire tourner les intelligences artificielles. Avec au moins 30 data centers à construire d'ici à quelques années, les habitants, heureux d'avoir trouvé du travail, s'inquiètent néanmoins de la montée des prix de l'immobilier tout en subissant de plus en plus de coupures d'électricité et de robinets à sec. Il faut souffrir pour satisfaire les Occidentaux.

L. R.

IA TOXIQUE

2024 AURA ÉTÉ L'ANNÉE LA PLUS ÉLECTORALE de l'Histoire, avec la moitié de la population mondiale appelée aux urnes dans 72 pays. Des chercheurs de l'Institut Alan-Turing de Londres en ont profité pour comparer l'impact des fake news ou des deep fakes générés par l'IA pour influencer les opinions. Résultat : si l'impact de l'IA a été peu significatif sur les élections au Royaume-Uni, en France ou partout en Europe, on ne peut pas en dire de même pour les États-Unis. Les bobards sur les migrants, la sécurité aux frontières et la crise économique, ainsi que les images et vidéos fabriquées de toutes pièces pour dénigrer le camp démocrate y ont explosé sur les réseaux sociaux, noyant les tentatives désespérées de démythification. Avec Elon Musk à la tête d'X, le libre arbitre n'avait plus aucune chance.

E. Lalande

L'IA, MAÎTRESSE ÈS PLAGIATS

LE GROUPE DE PRESSE EBRA (propriété du Crédit mutuel) se lance dans l'IA à grande échelle pour sa rédaction nationale, qui fournit aux neuf titres de la PQR du groupe les actus des rubriques France et international. ChatGPT aura pour mission de reprendre les dépêches AFP et d'en faire des versions différentes selon les titres. Cela afin de déjouer les algorithmes de référencement de Google, qui n'aiment pas les répétitions. Ebra avait bien pensé employer des journalistes en CDD pour « bâtonner » de la dépêche et pisser de la copie, avant de leur préférer l'IA, car mal payés, mal considérés, ces humains seraient donc potentiellement mal disposés pour figoler le boulot. Les patrons de presse doivent se dire que l'IA, elle, n'a pas ces états d'âme.

N. D.

LA CONNERIE CONNECTÉE DE LA SEMAINE

DRYDEN COLOMB



LORRAINE REDAUD

C'est peu dire que la récente élection de Donald Trump a fait pousser des ailes à certains. C'est le cas de Dryden Brown, un Américain passionné de cryptomonnaies. Avec son acolyte Charlie Callinan, ils ont créé Praxis, un projet qui vise à créer des « États en réseau », comprenez des nations souveraines financées par des internautes, qui pourraient ainsi établir leurs propres lois. Un concept très en vogue – notamment dans la Silicon Valley, qui considère que les États actuels



sont bien trop emmerdants, à vouloir réguler le progrès – pour lequel ils ont réussi à lever plus de 500 millions de dollars auprès d'investisseurs en tout genre. Désinhibé par la victoire de son mentor, Brown a donc déclaré sur X la semaine dernière s'être rendu

au Groenland... pour l'acheter. Peu habité et riche en ressources, ce territoire autonome est, selon Brown, parfait « pour s'entraîner à aller sur Mars ». Encore mieux : l'entrepreneur libertarien y voit un terrain de jeu idéal pour manipuler l'environnement, en « créant de la pluie » ou en « rallongeant les jours d'hiver », par exemple. Si le gouvernement groenlandais n'a, pour l'heure, pas donné suite, Brown et son compère y croient dur comme fer, et appellent tous leurs Minions à s'engager dans le projet. C'est peut-être ça, le progrès : plus besoin de massacres ni d'exactions. Désormais, quelques bitcoins et une poignée d'illuminés suffiront pour coloniser un territoire. ●

Vivreensemble

Ministre né sous X



GÉRARD BIARD

Il y a des dizaines de façons de faire de la politique. Certaines sont, sinon nobles, en tout cas respectables. D'autres, beaucoup moins. La plus répandue de nos jours consiste à pianoter compulsivement sur un clavier de téléphone portable et de faire part de ses états d'âme - appelons-les comme ça, faute de mieux - sur un réseau dit « social ». De préférence X, ex-Twitter, propriété du multimilliardaire mi-trumpien, mi-martien Elon Musk. La méthode permet de s'assurer presque à tous les coups une visibilité record, surtout si l'on écrit n'importe quoi. En langage 2.0, cela s'appelle « faire le buzz ». L'avantage est double quand l'utilisateur n'est qu'un pion interchangeable dans un gouvernement pléthorique constitué en bonne partie d'inconnus et de silhouettes transparentes : le voilà dans la lumière, objet de commentaires médiatico-politiques de ses collègues et rivaux idéologiques, ce qui est excellent pour l'ego, surtout quand on a du mal à exister.

Avant la semaine dernière, qui connaissait Guillaume Kasbarian ? Saviez-vous qu'il était ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique dans le gouvernement Barnier ? Qu'il était un macronien pur jus, comme en attestent ses études - diplômé d'une école de commerce, l'Essec - et son vrai métier - consultant ? Répondez franchement. Non, bien sûr. Mais depuis qu'il a déclaré sa flamme à Elon Musk, et en anglais s'il vous plaît, l'anonyme s'est fait un nom.

Dès qu'il a appris que le magnat de l'espace et de la bagnole autonome était nommé par Trump à la tête d'un tout nouveau « département de l'efficacité gouvernementale » afin de

Mission : ne pas servir l'État, mais le démanteler

« démanteler la bureaucratie gouvernementale, réduire les réglementations excessives, réduire les dépenses inutiles et restructurer les agences fédérales [pour] sauver l'Amérique », Guillaume Kasbarian s'est précipité sur son clavier : « Félicitations pour avoir accepté ce super défi @elonmusk ! J'ai hâte de partager avec vous les meilleures pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie, réduire la paperasse, et repenser les organisations publiques pour améliorer l'efficacité des agents publics. » Quand on fait partie d'un gouvernement qui peine à démontrer son utilité et qui compte 41 bouches grasses nourries pour se promener avec un dossier sous le bras, il faut avouer que c'est courageux. Pour ne pas dire téméraire.

À supposer qu'il ait aperçu ce tweet au milieu des quelques milliers de messages qu'il doit recevoir chaque jour, Elon Musk aura donc découvert en même temps que la plupart des Français l'existence de ce garçon jusqu'ici seulement connu de sa mère et de son charcutier. Guillaume Kasbarian n'est pas trumpiste, comme il s'est vu accuser par certains. Il est juste macroniste, ce qui suffit amplement. Il est surtout emblématique de cette catégorie de personnel politique qui ne se donne pas pour mission de servir l'État, mais de le démanteler. Ce n'est certes pas nouveau, ni même limité à la droite de l'échiquier politique. On se souvient du « socialiste » Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Jospin, se vantant de vouloir « dégraisser le mammoth ».

Il y a quelque chose de profondément pervers dans cette idéologie qui postule que l'État est forcément trop gros, trop cher, trop tatillon sur les normes, et que ses fonctionnaires sont trop nombreux et trop payés. Pourquoi s'engager en politique, si c'est pour dynamiter le principal levier pour agir ? L'État et ses agents sont le moteur et les rouages de la machine qui permet la concrétisation de la pensée politique. Si cette pensée consiste pour l'essentiel à détruire la machine, à quoi bon ? L'engagement en politique n'est alors qu'une imposture. Mais on suppose que Guillaume Kasbarian, comme beaucoup d'autres de sa chapelle idéologique, n'en est pas à une près. ●



Les Puces

Déméter, 22, v'là les flics !



LUCE LAPIN

Créée « en octobre 2019, via une convention de partenariat entre le ministre de l'Intérieur, la FNSEA (syndicat agricole majoritaire) et les Jeunes agriculteurs (syndicat dédié aux agriculteurs de moins de 35 ans) », Déméter est une cellule de renseignement qui dépend de la gendarmerie nationale. Ses missions consistent à surveiller, d'une façon générale, les associations de défense animale ou de l'environnement. Plus particulièrement visée : L214 Éthique & Animaux (l214.com), c'est du moins ce qu'il apparaît. À croire que Déméter a été lancée spécifiquement pour cela, à croire...

Depuis une quinzaine d'années, les enquêtes régulières et sans concession de L214 dévoilent et donc dénoncent les dysfonctionnements des élevages et des méthodes d'abattage, entraînant une souffrance animale indéniable et inacceptable. L'association va jusqu'à remettre en cause et même exclure le concept de la consommation de viande, ou végétarisme, et va jusqu'à prôner une alimentation et un mode de vie végétaliens. Voilà qui ne plaît pas du tout à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, reconnaissable par son sigle - FNSEA -, et à ses amis, les Jeunes agriculteurs, qui travaillent en étroite collaboration.

Sur le dos de L214 Que l'on consomme ou non de la viande, là n'est pas la question : en France, chacun est libre du choix de son alimentation, qu'elle soit carnée ou végétale. J'ajouterais : dans la mesure où elle ne fait souffrir personne - je vous laisse lâchement vous débrouiller avec ce que ce mot englobe. Le problème, ici, c'est le fait qu'une association, n'ayant commis aucune illégalité, soit l'objet d'une surveillance par une force armée...

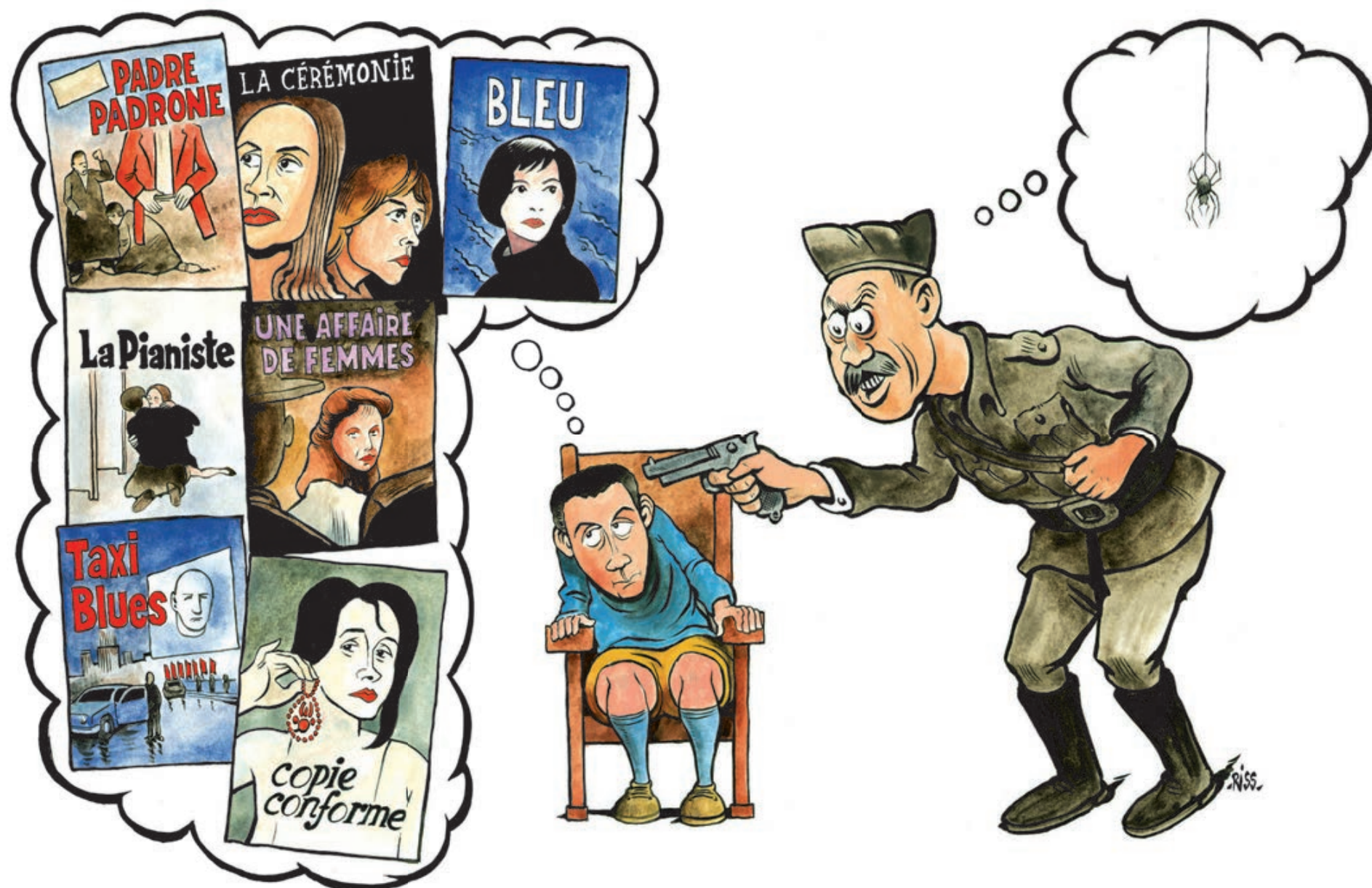
En février 2022, les missions de la cellule de renseignement Déméter avaient été jugées illégales par le tribunal administratif de Paris, ce qui, pour L214, était « une victoire pour la liberté d'expression ». Le 7 novembre dernier - ça a mis le temps... -, rebondissement : l'État ayant fait appel, le Conseil d'État ne voit aucune illégalité dans les missions de Déméter. Pour lui, elles « consistent à évaluer les risques d'atteinte imputables aux mouvances animalistes, anti-spécistes et environnementalistes [...] et de caractériser les manifestations du phénomène d'agribashing ».

L214, Pollinis (pollinis.org) et Générations futures (generations-futures.fr) « alertent des dangers de [cette] décision », qui vise les lanceurs d'alerte, car « les dérives de l'agriculture intensive » doivent être dénoncées.

14 NOVEMBRE. À la suite de l'enquête de L214, le préfet de la Savoie a suspendu l'activité de l'abattoir de Maurienne (Saint-Étienne-de-Cuines), où les animaux sont « égorgés conscients, découpés encore vivants ». Mais L214 maintient son recours contre l'État. ●

1. l214.com/communiqués/2024/11/07-decision-conseil-d-etat-cellule-demeter
luce-lapin-et-copains.com
(lucelapinetcopains@gmail.com).





Charlie Entretien



MARIN KARMITZ, réalisateur, distributeur et producteur

« La création, c'est pas des bons sentiments »

Quand il a ouvert ses premières salles de cinéma à Paris, c'était pour créer des espaces de débats politiques. À l'occasion des 50 ans de MK2, Antoine de Baecque publie *Marin Karmitz. Une autre histoire du cinéma* (éd. Flammarion). Né en Roumanie en 1938, dans une famille juive de riches industriels, Marin Karmitz a été exposé à la violence de la Garde de fer du parti fasciste roumain. Ses parents ont tout perdu quand ils se sont exilés en France, en 1948. Dans les années 1960, il a milité au sein de la Gauche prolétarienne. Sa vie raconte aussi l'histoire des relations entre la gauche et la culture. C'est sur cette question que *Charlie* a eu envie de le rencontrer.

CHARLIE HEBDO : S'il y a une autre histoire du cinéma, quelle est la vôtre ?

Marin Karmitz : Au début de ma vie dans le cinéma, j'étais dans une école où l'on apprenait le cinéma académique, c'est-à-dire Duvivier, Autant-Lara, Delannoy. On prenait des scènes de chacun de leurs films, et puis on les découpait à notre tour. C'était un très bon apprentissage académique. Or c'était l'époque où tout a changé en France : 1956, 1957, 1958... Et nous, on continuait à apprendre ce qui n'avait pas changé. Tout changeait : une nouvelle Constitution, un nouveau journal, *L'Express*, le nouveau roman, la nouvelle vague, la nouvelle musique avec Boulez, la peinture, le nouveau théâtre avec Ionesco et Beckett. Je suis arrivé quand la nouvelle vague était en train de naître. Quand je suis devenu l'assistant de Varda et de Godard, j'ai dû désapprendre beaucoup de choses.

Godard n'avait pas fait une école, comme vous ?

Pas du tout. Il était critique de cinéma, avec ses amis Chabrol et Truffaut. Et puis, de nouvelles technologies sont apparues, des pellicules beaucoup plus sensibles, des caméras plus mobiles, du son synchrone avec ces caméras portables. Moi, j'avais appris au début avec des grosses caméras. Avec la nouvelle vague, on a travaillé avec l'opérateur Raoul Coutard, qui avait été opérateur de reportage de guerre : il nous a apporté un matériel léger pour l'éclairage. Moi, ma question, c'était : que faire avec tout ça, et de quelle façon ? Je n'allais pas imiter Godard ou Truffaut. Ce qui me restait comme possibilité, c'était de travailler sur le langage. D'où mon rapport avec Les Éditions de Minuit, avec des gens qui travaillaient sur le langage : Duras d'abord, Beckett ensuite.

Avant d'arriver dans une école de cinéma, quelles ont été les premières images auxquelles vous avez été confronté dans l'enfance ?

En Roumanie, c'est l'image de la neige, les jeux avec les traîneaux quand on était mômes, c'est la guerre, les bombes, c'est tout le contexte qui était quand même très violent. On était dans la peur tout le temps. Et en même temps, il fallait vivre. Je sentais la peur des adultes, et personne ne s'occupait de moi, je n'allais pas à l'école, je trainais.

Enfant, les membres de la Garde de fer vous ont mis un pistolet sur la tempe quand ils sont venus chercher votre père...

Il m'est arrivé, il m'arrive encore, tout à coup, de piquer des colères d'une grande violence. J'ai essayé de comprendre pourquoi. Et je me suis rendu compte que chaque fois qu'on essayait d'obtenir quelque chose de moi par une menace, un chantage, ça me rendait fou, violent.

Quand vous employez le terme « fascistes », vous savez de quoi vous parlez. Aujourd'hui, ce mot est utilisé à tort et à travers.

Vous qui vous intéressez au langage, comment voyez-vous ça ?

Quand on vendait *L'Humanité* à Levallois-Perret, on les appelait les « nervis » : ils venaient nous casser la gueule, c'était fréquent. On avait une idée claire, on arrivait à les situer, surtout après la guerre : c'étaient des gens qui étaient des ennemis de la liberté d'expression. C'étaient les amis de Le Pen, après, c'était l'OAS, les paras, la torture. C'est-à-dire la survie des miliciens de l'Occupation. Mais ça n'a plus le même sens de nos jours. Depuis que l'extrême gauche a repris de fait tout un fonctionnement qui jadis appartenait à l'extrême droite. L'extrême gauche veut le pouvoir et veut y arriver en détruisant les bases de la démocratie républicaine. Ça passe par le bordel entretenu à l'Assemblée, les drapeaux palestiniens dans les écoles, la violence de parole permanente. Tout ce que je dois à la France qui m'a accueilli, c'était remis en cause par l'extrême droite ; aujourd'hui, c'est remis en cause par l'extrême droite et l'extrême gauche.

Est-ce que ça n'a pas toujours été ça, l'extrême gauche ?

L'extrême gauche dont j'étais proche ne recherchait pas le pouvoir. C'étaient les trotskistes qui voulaient le pouvoir. Du côté des « mao-spontex », l'alliance entre Cohn-Bendit et l'École normale supérieure, ce qu'on voulait, ça n'était pas prendre le pouvoir, c'était changer le monde. Mener des actions qui débouchent sur une transformation du monde. Par exemple, quand des militants ont été piquer de la nourriture chez Fauchon, ils sont allés la redistribuer à Nanterre. C'était aussi le travail dans les prisons, dans les hôpitaux psychiatriques ; et puis l'avortement. Aujourd'hui, Mélenchon et son groupe, ils sont fascinés par le pouvoir : cette façon qu'ils ont de s'autopromouvoir. Premier ministre ou président de la République est fascinante.

À cette époque, vous étiez attachés aux idées. Maintenant, ils expriment surtout des revendications...

Entre 1968 et 1973, il y a eu de la création. Après, ça a été la dissolution de la Gauche prolétarienne (GP). Les ouvriers ont réussi à faire la grève sans nous. Alors on s’est dissous : on ne voulait pas le pouvoir. Surtout que ce pouvoir pouvait basculer dans un truc violent, du genre Bande à Baader. Ça a été évité grâce à la dissolution de la GP ; beaucoup de ses militants étaient des enfants de la MOI [Main-d’œuvre immigrée, ndlr], et à partir de 1968 a commencé à sortir tout ce qui avait été mis sous le tapis de cette histoire-là : il y a eu le film *Le Chagrin et la Pitié*, de Marcel Ophüls. Les résistants et les survivants des camps ont commencé à parler à ce moment-là.

Et le cinéma, dans ces années d’effervescence politique ?

1968 a été un choc, c’était très joyeux, c’était une remise en question du rôle des artistes et des intellectuels. Il y a eu une prise de conscience des intellectuels, des journalistes, il y a eu *Charlie*, et *Libération*, en même temps que MK2 : 1973-1974. J’étais à l’Agence de presse Libération. Une relation s’est établie entre artistes et philosophes : Deleuze a écrit sur des artistes, la peinture est devenue un objet pour la philosophie ; Sartre parlait aux émigrés, aux femmes, aux prisonniers, aux homosexuels.

Les catégories que vous nommez là, aujourd’hui, on dirait « les minorités »...

À l’époque, on disait « les gens qui n’ont pas la parole ». Alors on leur donnait la parole. C’était prendre la parole, et la donner. On faisait des enquêtes dans le milieu ouvrier pour *Libé* : on leur donnait effectivement la parole. Pour les femmes, de mon côté comme de celui de Godard, on se disait : on a un pouvoir, qu’est-ce qu’on en fait ? Godard a donné sa réponse avec *Tout va bien*, moi avec *Coup pour coup*. La réponse de Jean-Luc, c’est « je reste sur ma position d’artiste pour l’utiliser et en faire une parole » ; ma réponse, c’était « j’utilise mes connaissances et mon pouvoir pour donner la parole à ces femmes qui ne l’ont pas. Je me mets à leur disposition ».

C’est presque le travail du journaliste, qui fait parler les gens...

Voilà, ça se rapproche de ça, dans la continuité du travail que j’avais commencé en 1967 et qui était la suite du travail sur *Comédie* ou sur *Nuit noire* [Comédie est un film réalisé par Marin Karmitz et Samuel Beckett ; Nuit noire, Calcutta, un film réalisé par Marin Karmitz sur un scénario de Marguerite Duras, ndlr] : un travail sur le langage. En 1967, j’avais déjà commencé à travailler sur l’improvisation. Pour retrouver la parole dite. *Sept jours ailleurs* est en partie improvisé. Tout était écrit, scénario, etc., mais avec un travail considérable pour casser le texte. Pour retrouver cette parole qui n’est pas la parole écrite et jouée, mais la parole dite.

C’est presque une démarche de psychanalyste, ça, non ?

Presque. Dans *Sept jours ailleurs*, il y a cette séquence de l’accouchement que j’aime beaucoup, où Catherine Martin, la danseuse, raconte son accouchement, c’est incroyable, au milieu de toutes ses copines qui sont en train de se maquiller, de cacher leur visage. Elle se débarbouille pendant que les autres se cachent.

C’est un accouchement, la parole. Justement, à quel moment rencontrez-vous la psychanalyse ?

J’ai découvert la psychanalyse par Caroline [Eliacheff, ndlr] dans les années 1975, c’est-à-dire après les films, mais c’était la suite, pour moi, c’était une issue possible à ce qu’avait inventé la nouvelle vague. Je me demandais ce que je pouvais inventer de plus. Ça m’est venu naturellement par le travail sur le langage. Ça avait commencé avec Duras, ça a continué avec Beckett, et ensuite avec les autres films. Ça a abouti à *Coup pour coup* : à partir d’un scénario écrit, qui était né des enquêtes que j’avais faites dans des usines de femmes qui se mettaient en grève ; elles n’étaient pas syndiquées, alors elles imaginaient des formes de lutte complètement nouvelles. Spontanées, riches, généreuses, pas cassées par la parole des patrons ou des syndicats.

Donc, vous n’avez pas eu besoin de la psychanalyse comme pratique pour vous décentrer ? Votre dispositif de décentration, c’est la création ?

Aidé en cela par la fréquentation de gens comme Beckett. Un jour, il m’a dit : « On va essayer de retrouver le moment où on est sortis du ventre de notre mère. »

Vous avez peut-être fait votre psychanalyse avec Beckett : vous aviez un rendez-vous quotidien, et vous parliez...

C’est très possible. Et l’alcool a aussi eu un rôle pour libérer la parole, pour me désinhiber. Je me souviens, je tenais des meetings après *Coup pour coup*. C’était des gros trucs, violents, 2000 ou 3000 personnes, avec tous les Mélenchon de l’époque, et les trotskistes qui venaient nous attaquer. Le film ne leur plaisait pas du tout. On y allait fort, nous, les « mao-spontex » : on tapait sur les syndicats, sur les patrons et sur les trotskistes. Je me prenais ma demi-bouteille de whisky pour parler. Alors je peux comprendre l’alcool de Beckett et de Duras.

Votre père était du côté des affaires, et votre mère du côté de la culture. Vous avez essayé de faire les deux...

Je préfère parler de création. J’avais refusé qu’on appelle « culture » le truc que j’ai fait avec Sarkozy : j’avais refusé qu’on appelle ça « Conseil de la culture ». On avait appelé ça « Conseil de la création ». La culture, c’est du côté de l’institution. Et par ailleurs, il n’y a pas de culture juive. Un pays, il a son folklore, sa bouffe, sa culture. La création, c’est un changement du monde.

Aujourd’hui, la droite s’excite sur l’identité et sur la culture, et non sur la création...

La création fait peur : c’est incontrôlable, et ça pose des questions. La culture, elle préserve le monde : c’est les bâtiments, les musées, les églises, etc. En France, 90 % de l’argent de la culture sont consacrés aux frais de fonctionnement, et 10 % à la création. Ce qui me touche, ce sont les inventions, dans tous les domaines, y compris scientifique.

À la fin du livre d’Antoine de Baecque, vous avez une formule terrible, « la gauche ne comprend rien à la culture ». Alors que la gauche se veut à l’avant-garde de l’innovation...

Parce que la gauche est bourrée de bons sentiments. La création, c’est pas les bons sentiments, donc, automatiquement, c’est politiquement pas correct. Ceux qui font vraiment la révolution par leurs créations, par leur travail, sont très mal considérés par ceux qui parlent sans arrêt de révolution sans la faire. Ça peut aussi être par la rigueur dans leurs recherches, ou la rigueur dans les mots.

Dans l’histoire de la gauche, pour vous, il y a un moment de bascule, c’est Berlusconi...

Quand Mitterrand est arrivé au pouvoir, il a donné un blanc-seing à Lang pour changer les choses. La position de Lang était très intéressante : il ne s’est pas appuyé sur les syndicats existants, sur les gens qui avaient le pouvoir. Ceux qui l’intéressaient, c’étaient les gens qui faisaient des choses nouvelles, qu’ils soient couturiers, cuisiniers ou poètes. À partir de là, des idées sont nées, et Lang a donné des moyens pour que ces idées se concrétisent. Pour le cinéma, avant 1981, il n’y avait qu’une seule banque garantie par l’État, à laquelle je n’avais pas droit pour des raisons politiques, donc je ne pouvais pas produire. Lang a donné

la garantie de l’État à d’autres banques, donc le monopole de l’État sur la production des films était terminé. Ces banques pouvaient garantir d’autres banques qui prêtaient de l’argent pour les films. Et puis, avec Lang, j’ai mis en place une aide pour le cinéma aux pays du tiers-monde, ça a donné une place à la France pour la création dans le monde, on est encore reconnu pour ça, pour des soutiens concrets. Donc, tout ça, ça a été très important. Mais quand les élections de 1988 sont arrivées, Mitterrand a eu besoin de chaînes de télé. Moi, j’avais préconisé l’exemple anglais, avec la BBC ; l’autre solution, c’était Berlusconi, qui a tué le cinéma européen.

Comment être en marge tout en ayant des moyens ?

Pour créer, il faut être en marge, mais il faut aussi des moyens. Les moyens, ça passe par des réussites, que j’ai eu le pot de connaître avec *Padre padrone*, de Paolo Taviani, le premier film qui m’a permis de faire des choses. Ensuite, ça a été *L’Amour violé*, de Yannick Bellon. L’argent qu’on gagnait là, on le réinvestissait dans les nouveaux films, mais il fallait aussi travailler avec le centre, avec les banques. Les moyens, ils sont dans ce que j’appelle le centre du cinéma, ils sont à la télé et dans les ventes à l’étranger. Par exemple, Gus Van Sant, il avait commencé dans la marge, à New York, ensuite, il a été invité à Hollywood, il a fait des succès. Il est revenu à Portland, et il est parti sur Beckett, il était obsédé par Beckett. J’ai sorti son film qui s’appelle *Gerry*, qui est totalement beckettien. On a alors repris toute la partie marginale de sa création. Alors, il a eu la palme d’or et le prix de la mise en scène à Cannes pour *Elephant*. Il a été recontacté par Hollywood, où il a fait un ou deux succès, et après, il a fait des merdes. La difficulté, quand on est en marge, c’est qu’il faut travailler au centre, ensuite il faut ressortir, et c’est la ressortie vers la marge qui est extrêmement difficile.

C’est le langage qui vous intéresse, et le langage, ça n’est pas une sphère avec un dedans, un dehors ; ça vous donne cette position ni à l’intérieur ni l’extérieur, mais au plus près du texte même, de ce qui est énoncé...

Oui, avant tout, il y a une lecture, et puis le commentaire.

Quelle place occupe le judaïsme aujourd’hui dans cette recherche, dans cette invention ?

C’est mon sport. Une pensée en éveil, ça permet d’avoir en permanence un esprit critique, proche du commentaire, pour ne pas accepter tout ce qu’on vous refilé à longueur de journée dans les journaux. L’étude juive telle que je la conçois, ça n’est pas du tout religieux, c’est une étude de texte. C’est une rigueur intellectuelle qui permet de rester en éveil, avec la possibilité de l’altérité, et aussi avec l’humour. C’est une gymnastique qui m’est absolument nécessaire pour survivre dans un monde aliénant.

Propos recueillis par Yann Diener et Riss

CHARLIE HEBDO

OFFRE D'ABONNEMENT

FORMULE INTÉGRALE

1 an

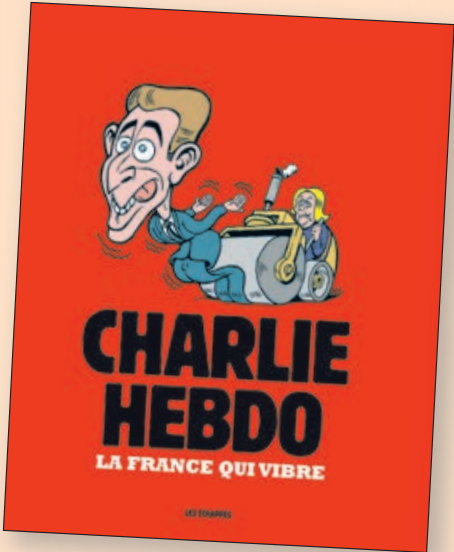
édition papier + édition numérique + contenu Web en illimité

+

l'Annuel 2024

123€*

*Au lieu de 207 € prix normal de vente (157 € pour l'export).



L'essentiel de l'année vu par l'équipe de Charlie Hebdo en dessins et en articles !

Vous pouvez acheter séparément l'Annuel au prix de 25 €.

Profitez-en sur abo.charliehebdo.fr

ou en renvoyant le bulletin ci-dessous

JE SOUHAITE RECEVOIR

CHARLIE HEBDO PENDANT 1 AN*

ET

L'ANNUEL 2024

* Soit 52 numéros en version papier et numérique + contenu Web en illimité.

Retournez ce bulletin ainsi que votre règlement à l'ordre des Éditions Rotative à :

CHARLIE HEBDO BP 50311 75625 PARIS CEDEX 13

ou abonnez-vous en ligne sur boutique.charliehebdo.fr

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

E-MAIL

☒ JE PROFITE DE L'OFFRE SPÉCIALE AU TARIF DE 123 € ET JE CHOISIS MON MODE DE RÈGLEMENT (157 € pour l'export)

☐ Par chèque à l'ordre des Éditions Rotative

☐ Par virement bancaire Nom de la banque : Société Générale Domiciliation : Paris Parc Brassens BIC : SOGEFRPP IBAN : FR7630003035410002019142969

☐ J'accepte de recevoir les offres de CHARLIE HEBDO

☐ J'accepte de recevoir les offres des partenaires choisis par CHARLIE HEBDO

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/1/1978, vous avez droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant.

Ce droit peut s'exercer auprès du service abonnement de CHARLIE HEBDO - BP 50311 - 75625 Paris Cedex 13.

angelique.abo@charliehebdo.fr

1687/20112024

CHARLIE HEBDO Fondateur Cavanna Président, Directeur de la publication Riss Directeur général Philippe Debruyne Rédacteur en chef Gérard Biard Rédaction redaction@charliehebdo.fr Standard 01 85 73 06 00 Portraits de la semaine par Salch Abonnement, anciens numéros angelique.abo@charliehebdo.fr Éditions Rotative, BP 50311, 75625 Paris Cedex 13. SAS Les éditions Rotative, entreprise solidaire de presse – RCS Paris B 388 541 336. Commission paritaire n° 0427C82683 ISSN 1240-0068 Imprimé en France par un groupement d'imprimeurs. Les manuscrits et dessins ne seront pas renvoyés.

bookys-ebooks.com

CHARLIE HEBDO

Les couvertures auxquelles vous avez échappé



Angélus

Les cloches de Notre-Dame de Paris refonctionnent pour la première fois depuis l'incendie de 2019. Les Parisiens vont enfin avoir l'heure.

Effet JO

La Mairie de Paris veut préparer les habitants au risque d'inondations avec une grande opération de sensibilisation. Anne Hidalgo a promis de se noyer dans la Seine.

Oncle Tom

Après la victoire de Trump, des Afro-Américains visés par une campagne de SMS racistes les traitant d'esclaves. Trump envisage de nommer un ministre des Champs de coton.

Success story

Condamné pour l'assaut du Capitole, un émeutier demande à être gracié à la suite de l'élection de Trump. Il a immédiatement été nommé ministre de l'Intérieur.

Hot dog

De nombreux chiens sont en surpoids en France. Ils vont pouvoir remplacer les dindes à Noël.

Speedy

Faute de place aux urgences, il se retrouve installé dans le garage de l'hôpital. Ils lui ont changé le joint de culasse et fait le niveau d'huile.

Vertige MeToo

L'acteur qui incarnait l'abbé Pierre dans un biopic se dit effondré et trahi : « Si j'avais su, je ne me serais pas retenu de tripoter les actrices. »

Masculinité toxique

On peut désormais reconstruire une paupière avec un prépuce. En plus, le matin, elles se lèvent toutes seules.

Bonnes mères

Huit sangliers s'introduisent dans une crèche de Marseille et sèment la panique. Ils sont venus récupérer leurs marçassins maltraités.

Calendrier de l'Avent

Éric Ciotti veut interdire les grèves à la SNCF pendant les vacances de Noël. Pour qu'il puisse arriver à temps pour jouer le petit Jésus dans la crèche de Nice.

Macaque America Great Again

43 singes s'échappent d'un laboratoire de recherche biomédicale aux États-Unis. Et trouvent tout de suite du travail comme modérateurs sur X.

Le coït tranquille

Dalida et François Mitterrand ont eu une liaison. Mazarine Pingeot va bientôt rencontrer son petit frère Mazarino.

Pas une de plus

La marque Mattel s'excuse après avoir imprimé par erreur une adresse de site porno sur les emballages de certaines poupées. La Barbie Gisèle Pelicot a été retirée de la vente.

Gouvernement technique

Trump choisit le présentateur de Fox News comme ministre de la Défense : « Dorénavant, le conflit israélo-palestinien, c'est la faute des Mexicains. »